
Étude des crédits 2013–2014

Demandes de renseignements **particuliers** de
l'opposition officielle adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
Secrétariat à la condition féminine	
1.	Nombre total de juges au 31 décembre 2012 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.
2.	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les Conférences régionales des élus, dans les commissions scolaires et dans les conseils municipaux.
3.	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État. Indiquer quelles sociétés d'État ont atteint la parité.
4.	Nombre de femmes occupant des postes de sous-ministres, sous-ministres associées et sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme pour l'année 2012-2013.
5.	Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2012-2013. Cibles visées pour 2013-2014.
6.	2 ^e Plan d'action 2011-2015 découlant de la politique : <i>Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait</i> : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2012. Prévisions pour 2013.
7.	Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Indiquer également les dépenses encourues pour le renouvellement du plan.
8.	Bilan détaillé des programmes gouvernementaux, des projets et des mesures pour lesquelles l'analyse différenciée selon les sexes s'est appliquée en 2012-2013. Indiquer la date, le lieu et le nombre de séances de sensibilisation réalisées à ce sujet dans les municipalités pour l'année 2012-2013.
9.	Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes (ADS) 2011-2015 : bilan détaillé des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
10.	Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale : Montant associé pour chacune des 135 mesures du Plan.
11.	Bilan détaillé de la <i>Campagne gouvernementale de sensibilisation à la violence conjugale</i> : coût des différentes actions entreprises pour 2012-2013.
12.	Plan d'action 2008-2013 en matière d'agressions sexuelles : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
13.	Détails des travaux engagés et à venir concernant le renouvellement du Plan d'action en matière d'agressions sexuelles.
14.	Détails des travaux engagés et à venir concernant le retour des cours d'éducation sexuelle.
15.	Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
16.	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2012-2013 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2013-2014.
17.	Bilan des actions entreprises auprès des femmes autochtones pour l'année 2012-2013 et actions prévues pour 2013-2014.
18.	Liste des programmes de formation ciblés dans les villes du Nord et les coûts reliés pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
19.	Bilan des actions entreprises auprès des femmes immigrantes pour l'année 2012-2013 et actions prévues pour 2013-2014.
20.	Bilan des actions entreprises auprès des femmes dans la construction pour l'année 2012-2013 et actions prévues pour 2013-2014.
21.	Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement ainsi que les critères de financement.
22.	Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2012-2013. Ressources financières prévues pour 2013-2014. Copie des critères de financement.
23.	Copie de toutes les ententes spécifiques en matière de condition féminine conclues avec les Conférences régionales des élus et des subventions versées par le ministère pour chacune des ententes.
24.	Copie de tous les accords de partenariat avec les Tables de concertation régionale en condition féminine et des subventions versées par le ministère pour chacune des ententes.
25.	Tables des partenaires influents : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Liste des effectifs liés à ce projet, incluant leur mandat et leur rémunération.
26.	<i>Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée</i> : bilan détaillé des actions entreprises et des sommes engagées pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
27.	Programmes et appels de projets du SCF : pour chacun, indiquer la liste des demandes soumises et retenues, les critères de sélection et les sommes octroyées pour chacun de projets retenus.
28.	Liste de tous les prix remis par le SCF en 2012-2013 : pour chacun, indiquer les récipiendaires, les critères de sélection et le budget alloué pour les événements reliés à la remise de ces prix.
29.	Liste de tous les événements organisés par le SCF en 2012-2013 et le budget alloué pour la tenue de chacun d'eux (incluant les Journées régionales Égalité).
30.	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du SCF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
31.	Nombre d'ETC pour 2012-2013 et ceux prévus pour 2013-2014.
32.	Taux d'activité des femmes en 2011 et 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
33.	Taux d'emploi des femmes en 2011 et 2012 pour le Québec, le Canada et les autres provinces.
34.	L'écart de salaire horaire entre les femmes et les hommes en 2011 et en 2012.
35.	Nombre de femmes bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours en décembre 2012 versus le nombre d'hommes.
36.	Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement via le discrétionnaire de la ministre depuis le 17 septembre 2012 ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé l'organisme.

Conseil du statut de la femme

37. Concernant le bureau de la présidence du CSF :
 - a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
 - c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d) liste des participations à des colloques, des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
38. Liste des effectifs du CSF ventilés par région pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
39. Copie de tous les mandats donnés au CSF pour 2012-2013.
40. Copie de tous les avis et mémoires produits ou publiés par le CSF pour l'année 2012-2013 ainsi que les coûts reliés.
41. Liste de tous les comités sur lesquels siège le CSF et les frais encourus.
42. Sommes accordées pour la publication et la diffusion de la *Gazette des femmes* en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Bilan du nombre d'abonnés, des revenus d'abonnement et de publicité.
43. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 1

Titre :
Nombre total de juges au 31 décembre 2012 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)				
Le ministère de la Justice a fourni les données demandées en date du 30 novembre 2012.				
COUR DU QUÉBEC	H	F	Total	% F
Chambre de la jeunesse	24	24	48	50,0
Chambre criminelle et pénale	46	23	69	33,3
Chambre civile	31	20	51	39,2
Juridiction mixte	59	39	98	39,8
Juge responsable des cours municipales	1		1	0
TOTAL	161	106	267	39,7

RÉPARTITION PAR RÉGION	H	F	Total	% F
01 – Est du Québec 09 – Côte-Nord	10	6	16	37,5
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	7	3	10	30,0
03 – Québec	27	13	40	32,5
04 – Mauricie–Bois-Francs	9	3	12	25,0
05 – Estrie	10	7	17	41,1
06A – Montréal	46	37	83	44,5
06E – Laval	3	5	8	62,5
07 – Outaouais	6	5	11	45,4
08 – Nord-Ouest	4	5	9	55,5
14 – Laurentides	14	5	19	26,3
15 – Lanaudière	7	1	8	12,5
16 – Montérégie	18	16	34	47,0
TOTAL	161	106	267	39,7

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013
COLLABORATION : Ministère de la Justice
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 2

Titre :

Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les conférences régionales des élus, dans les commissions scolaires et dans les conseils municipaux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Conseil du statut de la femme collige les données régionales à tous les deux ans et publie une compilation concernant la participation des femmes aux instances sur son site Internet.

	ANNÉE 2011 ¹		
	NOMBRE DE FEMMES	TOTAL	FEMMES %
Conseils municipaux*			
Maires et mairesses	175	1 102	15,9
Conseillers et conseillères	2 018	6 929	29,1
Conférences régionales des élus			
Conseil d'administration	162	612	26,5
Conseil exécutif	36	138	26,1
Commissions scolaires			
Assemblée des commissaires	708	1 432	49,4
Présidence	31	69	44,9

*Ces données n'incluent pas l'Administration régionale Kativik.

Source : Conseil du statut de la femme et Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec, *Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs, Compilation nationale - Québec*. Mise en ligne : 8 mars 2012.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

Conseil du statut de la femme

VALIDATION :

¹ Le Conseil du statut de la femme indique 2011 pour ces données compilées jusqu'en janvier 2012; date de parution : février 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 3

Titre :

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.

Exposé :

Les informations pour l'année financière 2012-2013 sont fournies aux tableaux ci-joints.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 3 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

Ministère l'Emploi et de la Solidarité sociale

LISTE DES MISSIONS INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012

Date de départ Date de retour	Objectif de la mission	Nom Direction	Ville Province/Pays	Coût
2012-05-02 2012-05-03	Participation à la 30e Réunion fédérale, provinciale et territoriale (FPT) annuelle des ministres responsables de la Condition féminine.	Thérèse Mailloux SCF	Halifax, Nouvelle-Écosse	1 295,96 \$
Note :				
2012-05-02 2012-05-03	Participation à la 30e Réunion fédérale, provinciale et territoriale (FPT) annuelle des ministres responsables de la Condition féminine.	Catherine Girard-Lamoureux SCF	Halifax, Nouvelle-Écosse	1 298,10 \$
Note :				
2012-05-29 2012-05-30	Participation à une réunion fédérale, provinciale et territoriale (FPT) des spécialistes de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).	Marcelle Gendreau SCF	Ottawa Ontario	818,73 \$
Note :				
2012-09-24 2012-09-25	Participation à une réunion fédérale, provinciale et territoriale (FPT) des hautes et hauts fonctionnaires responsables de la Condition féminine	Thérèse Mailloux SCF	Ottawa Ontario	948,34 \$
Note :				

Ministère l'Emploi et de la Solidarité sociale

LISTE DES MISSIONS INTERNATIONALES DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012

Date de départ Date de retour	Objectif de la mission	Nom Direction	Ville Province/Pays	Coût
2012-10-12 2012-10-19	Rencontres de travail et présentation de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée lors d'une rencontre « Regards croisés » organisée par la Délégation générale du Québec à Paris	Gina Morency SCF	Paris, France	390,23 \$

Note : Les frais sont assumés en majeure partie par le ministère des Relations internationales.

2012-11-23 2012-11-29	Dans le cadre du Projet d'appui au renforcement de la gestion publique en Haïti, cette activité de support aux groupes de femmes s'inscrit dans une dynamique de constitution d'une banque de ressources humaines en collaboration avec le Ministère de la Condition féminine et des droits des femmes (MCFDF).	Marcelle Gendreau SCF	Port-au-Prince Haïti	0,00 \$
--------------------------	---	--------------------------	-------------------------	---------

Note : Tous les frais sont assumés par l'École nationale d'administration publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 4

Titre :
Nombre de femmes occupant des postes de sous-ministres, sous-ministres associées, sous-ministres adjointes et dirigeantes d'organismes pour l'année 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données ci-après sont à jour en date du 30 novembre 2012.

	NOMBRE DE FEMMES	Total	% FEMMES
Ministères			
Sous-ministres	10	28	35,7
Sous-ministres associés/adjoins	44	103	42,7
Organismes gouvernementaux			
Présidents	31	110	28,2
Vice-présidents	26	78	33,3
Autres organismes			
Présidents	3	16	18,8
Vice-présidents	0	5	0

Dans l'administration publique québécoise, chaque organisme gouvernemental est nommé à partir de sa fonction principale. Il existe deux grands types d'organismes : les organismes autres que les sociétés (comités, conseils, offices, régies, etc.) et les sociétés d'État et leurs filiales.

Les organismes autres que les sociétés ont les fonctions suivantes :

- Les comités consultatifs ont pour fonction de fournir un avis à un ministre ou à un organisme principalement sur certains aspects de la mise en œuvre de politiques spécifiques.
- Les conseils donnent des avis à un ministre sur l'ensemble de la politique gouvernementale d'un secteur d'activité.
- Les commissions ont pour principales activités l'enquête, l'examen, l'arbitrage, l'étude, l'évaluation, la vérification et la surveillance dans les domaines de juridiction gouvernementale.
- Les offices ont pour mandat de gérer la conduite d'activités de nature autre que commerciale, industrielle ou financière.
- Les régies harmonisent l'exercice d'activités privées en appliquant des normes établies par la loi ou le règlement. Elles assurent le respect de ces normes et autorisent les activités en fonction de considérations socioéconomiques ou techniques.
- Les tribunaux administratifs décident ou révisent, après avoir entendu les parties, la décision d'une administration à l'égard d'un droit accordé au citoyen dans un domaine spécialisé du droit soustrait à la compétence initiale des cours de justice et aux règles de procédures habituelles.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 28 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat aux emplois supérieurs
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 5

Titre :

Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2012-2013. Cibles visées pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Programme d'accès à l'égalité dans les organismes publics

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Commission) responsable de l'application du programme publie, sur son site Internet, la liste des organismes publics soumis à ce programme.

<http://www.cdpcj.qc.ca/info/programmes-acces-egalite/Pages/default.aspx>

Site consulté le 17 décembre 2012

Programme d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes dans la fonction publique québécoise

La liste des ministères et organismes gouvernementaux soumis à la Loi sur la fonction publique est disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor.

<http://www.carrieres.gouv.qc.ca/decouvrir-la-fonction-publique/les-ministeres-et-organismes/liste-des-ministeres-et-organismes/index.html>

Site consulté le 17 décembre 2012

Programme d'obligation contractuelle

La Commission, dont la responsabilité est de surveiller l'implantation du programme et d'agir à titre d'expert auprès du Secrétariat du Conseil du trésor et des ministères, publie sur son site Internet le nombre d'entreprises soumises à l'obligation contractuelle.

http://www.cdpcj.qc.ca/info/programmes-acces-egalite/Documents//liste_obc.pdf

Site consulté le 17 décembre 2012

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 6

Titre :

Deuxième plan d'action (2011-2015) découlant de la politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2012. Prévisions pour 2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La première année de mise en œuvre du Plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes est arrivée à échéance le 31 mars 2012.

Après un an de mise en œuvre, un premier état de situation a été produit en juin 2012. Le degré moyen de réalisation des actions est de 39 %. Les investissements gouvernementaux représentent près de 66 M\$.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP 7

<p>Titre :</p> <p>Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Indiquer également les dépenses encourues pour le renouvellement du plan.</p>
--

<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Voir la réponse de la sixième question des renseignements particuliers.</p>

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 8

Titre :
Bilan détaillé des programmes gouvernementaux, des projets et des mesures pour lesquelles l'analyse différenciée selon les sexes s'est appliquée en 2012-2013. Indiquer la date, le lieu et le nombre de séances de sensibilisation réalisées à ce sujet dans les municipalités pour l'année 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

TABLEAU SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS EN MATIÈRE D'ADS 2010-2012

		Du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012
Séances de sensibilisation et de formation en matière d'ADS	M/O	1
	CRE	3
	Grandes villes	15
	Autres	3
TOTAL ACTIVITÉS		22
		293
Accompagnement en matière d'ADS	M/O	6
	CRE	6
	Grandes villes	2
	Autres	3
TOTAL ACTIVITÉS		17
		21
		115,5
GRAND TOTAL ACTIVITÉS		39
		314

ACTIVITÉS RÉGIONALES

Ententes régionales :
Quatorze conférences régionales des élus ont intégré l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans leur entente en matière d'égalité 2011-2015.

Formatrices régionales :

Cinq régions et une grande ville ont maintenant une ou plusieurs formatrices en matière d'ADS, soit la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (1), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (1), la Montérégie-Est (1), le Centre-du-Québec (1), la Côte-Nord (1) et la Ville de Montréal (4).

**LES PROJETS DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'ANALYSE
DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES 2011-2015**

	M/O	PROJETS PLAN D'ACTION ADS 2011-2015
1	CSST	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en œuvre des mesures pour prévenir les lésions professionnelles chez les travailleuses et favoriser la gestion de la santé et la sécurité dans les milieux de travail qui les accueillent
2	MAMROT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégrer l'ADS dans les travaux du comité interministériel sur la situation des entreprises d'économie sociale en aide domestique
3	MAPAQ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réaliser une ADS dans le cas des jeunes de la relève agricole
4	MCCC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réaliser des ADS sur des professions artistiques ciblées
5	MFE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soumettre la stratégie en matière d'entrepreneuriat du gouvernement du Québec à l'ADS
6	MELS	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre l'application de la règle de gestion relative à l'intégration de l'ADS dans les interventions ministérielles
7	MELS	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Produire et diffuser des données, et mener des études et des recherches selon l'ADS
8	MESS	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conformément au Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, encourager les alliances pour la solidarité à tenir compte de l'ADS dans leurs travaux
9	MESS	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégrer l'ADS dans quinze mesures du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015
10	MESS - MSSS	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en œuvre des projets d'expérimentation afin d'améliorer le continuum de services intersectoriels en matière d'emploi et de santé pour les personnes ayant des troubles de santé mentale
11	MF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appliquer l'ADS dans les travaux devant conduire à l'obtention de la norme BNQ 9700-820 CTF par le ministère de la Famille
12	MSSS (Secrétariat aux aînés)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appliquer l'ADS dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2010-2015
13	MSSS (Secrétariat aux aînés)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégrer l'ADS dans les projets Carrefour d'information pour aînés
14	MFQ	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appliquer l'ADS au régime fiscal du Québec
15	MICC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exiger des organismes qui soumettent un projet dans le cadre du Programme Action diversité qu'ils tiennent compte des réalités et des besoins différenciés des femmes et des hommes
16	MESS - MICC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prendre en considération les réalités différenciées des femmes et des hommes dans l'amélioration de l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes nouvellement arrivées au Québec
17	MICC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégrer l'ADS dans le processus d'évaluation du « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi »

18	MICC	<ul style="list-style-type: none"> Colliger des données ventilées selon le sexe pour inclure l'ADS dans le suivi évaluatif de la mesure favorisant le passage du statut de « résident permanent » pour les étudiantes et étudiants étrangers
19	MICC	<ul style="list-style-type: none"> Réviser le guide du parrainage collectif en tenant compte des principes de l'ADS
20	MJQ	<ul style="list-style-type: none"> Prendre en considération l'ADS au moment de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie
21	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à la disposition de la population un portrait de santé du Québec et de ses régions présentant des données ventilées selon les sexes
22	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> Rendre accessible les principaux indicateurs nationaux et régionaux sur l'état de santé et de bien-être des femmes et des hommes en fonction des déterminants majeurs qui influent sur cet état
23	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'intégration de l'ADS à des actions ciblées lors de la mise en œuvre du Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013
24	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'intégration de l'ADS à la mise en œuvre du Programme national de santé publique 2003-2012 – Mise à jour 2008, pour des activités ciblées
25	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'intégration de l'ADS à la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de lutte contre l'infection par le VIH et le sida, l'infection par le VHC et les infections transmissibles sexuellement
26	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre le « Programme Qualification des jeunes »
27	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'intégration de l'ADS à l'adaptation des services aux personnes âgées en perte d'autonomie et à leurs proches pour le soutien aux proches aidants et l'hébergement
28	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'intégration de l'ADS à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités de formation et de recherche en santé mentale
29	MTQ	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir le développement de réseaux de transport collectif régionaux en tenant compte des besoins différenciés des femmes et des hommes
30	OPHQ	<ul style="list-style-type: none"> Documenter l'état de la participation sociale des personnes handicapées tout en tenant compte de l'ADS, dans le contexte des travaux d'évaluation de la politique <i>À part entière : Pour un véritable exercice du droit à l'égalité</i>
31	OQLF	<ul style="list-style-type: none"> Offrir annuellement des séances de formation en rédaction épiciène à des clientèles cibles
32	RRQ	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la prise en considération des impacts différenciés sur les femmes et les hommes dans les propositions de modifications au Régime de rentes du Québec (RRQ)
33	SAA	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer l'ADS dans l'évaluation du Fonds d'initiatives autochtones et en appliquer les recommandations dans sa reconduction
34	SAA	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des comités de concertation Québec–Premières Nations et Québec–Inuits
35	SAJ	<ul style="list-style-type: none"> Considérer les réalités différenciées des jeunes filles et des garçons dans la mise en œuvre du Programme IDEO 16-17

	INSTANCES LOCALES ET RÉGIONALES	PROJETS COMPILÉS EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012
1	Bas-Saint-Laurent (CRE)	<ul style="list-style-type: none"> Intégration de l'ADS dans la gestion de l'appel de projets Fonds régional d'investissement jeunesse 2008
2		<ul style="list-style-type: none"> Intégration de l'ADS dans la gestion de l'appel de projets Fonds régional d'investissement jeunesse 2011
3		<ul style="list-style-type: none"> Intégration de l'ADS dans le développement du transport collectif inter-MRC 2010-2011
4	Capitale-Nationale (CRE)	<ul style="list-style-type: none"> La parité en gouvernance. Il s'agit d'un projet de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec.
5		<ul style="list-style-type: none"> Collectivité amie des aînés – Lac-Beauport
6		<ul style="list-style-type: none"> Collectivité amie des aînés – Arrondissement Sainte-Foy, Sillery, Cap-Rouge
7		<ul style="list-style-type: none"> Collectivité amie des aînés – Baie-Saint-Paul
8	Centre-du-Québec (CRE)	<ul style="list-style-type: none"> Projet ADS portant sur la détresse psychologique et le suicide chez les aînés
9		<ul style="list-style-type: none"> Projet ADS sur la diversification professionnelle des femmes en métallurgie
10		<ul style="list-style-type: none"> Projet ADS sur la conciliation travail-famille
11		<ul style="list-style-type: none"> Projet ADS pour le plan de lutte contre la pauvreté (Alliance)
12	Côte-Nord	<ul style="list-style-type: none"> Municipalité amie des aînés - Tadoussac
13		<ul style="list-style-type: none"> Projet de base de données différenciées selon le sexe des entrepreneurs et selon les entreprises de la Côte-Nord afin de déterminer les différents profils - Corporation de développement des exportations de la Côte-Nord
14	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (CRE)	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la mise en place de l'Alliance pour la solidarité Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine
15		<ul style="list-style-type: none"> État de situation lesbiennes-gais-bissexuelLes-transsexuels et transgenres de la Baie-des-Chaleurs
16		<ul style="list-style-type: none"> Politiques municipales intégrant l'ADS
17	Montréal (Ville de)	<ul style="list-style-type: none"> Centre de répit et de dégrisement pour les personnes itinérantes
18		<ul style="list-style-type: none"> Projet ADS : Montréal en statistiques
19		<ul style="list-style-type: none"> Projet ADS : Montréal amie des aînés
20		<ul style="list-style-type: none"> Projet ADS : Plan de développement de Montréal
21		<ul style="list-style-type: none"> Projet ADS : Alliance
22	Outaouais (CRE)	<ul style="list-style-type: none"> Portrait du soutien alimentaire aux personnes âgées de l'Outaouais dans une perspective d'analyse différenciée selon les sexes
23	Saguenay—Lac-Saint-Jean (CRE)	<ul style="list-style-type: none"> Campagne régionale d'implication citoyenne (2010-2012) du Forum jeunesse (Raj-02)
24		<ul style="list-style-type: none"> Observation des parcs – Ville de Saint-Félicien (depuis septembre 2011) (Comité femmes de Saint-Félicien et Récif 02)
25		<ul style="list-style-type: none"> Plate-forme électronique sur l'ADS (Récif 02)

26	Vallée-du-Haut St-Laurent	▪ Justice Alternative et l'ADS : portrait des jeunes contrevenants et contrevenantes
27	(CRE)	▪ L'adaptation au veuvage chez les 50 ans et plus : portrait différencié des femmes et des hommes aînés
28		▪ Raccrochage scolaire des jeunes de Beauharnois-Salaberry

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 9

Titre :

Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes 2011-2015 : bilan détaillé des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La première année de mise en œuvre du Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes 2011-2015 est arrivée à échéance le 31 mars 2012.

Le premier exercice annuel de reddition de comptes de ce plan d'action de quatre ans, nous indique que la cible quadriennale est atteinte à 35,9 %.

Toutefois, les effectifs à temps complet et les investissements relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes ne peuvent être interprétés de façon significative, puisque la plupart des ministères et des organismes n'étaient pas en mesure de fournir cette information.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 10

Titre :

Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale – Montant associé pour chacune des 135 mesures du Plan d'action.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le 6 décembre 2012, le Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale (Plan d'action) a été rendu public. Le Secrétariat à la condition féminine et le ministère de la Justice sont conjointement responsables de la coordination gouvernementale et de la mise en œuvre des engagements du Plan d'action.

Ce plan d'action regroupe les 135 engagements de neuf ministères et organismes directement concernés par cette problématique de violence. De ces engagements, 87 sont nouveaux et 35 sont spécifiquement prévus pour les Autochtones. Il contient également des mesures pour mieux rejoindre les groupes plus vulnérables dans un contexte de violence conjugale, soit les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes immigrantes ou issues des communautés culturelles, les minorités sexuelles et les hommes violentés. Des brochures ont d'ailleurs été réalisées afin de les rejoindre.

Chacun des ministères produit annuellement un bref état sur la réalisation de leurs engagements respectifs. Le Plan d'action est estimé à 57 M\$ sur cinq ans.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 11

Titre :

Bilan détaillé de la Campagne gouvernementale de sensibilisation à la violence conjugale : coût des différentes actions entreprises pour 2012-2013.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Une campagne de sensibilisation est prévue pour l'an 2014-2015 du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale.

Pour 2012-2013, des activités de sensibilisation sont prévues. Six brochures d'information ont été réalisées à l'intention des personnes vivant dans des contextes de vulnérabilité à la violence conjugale (personnes âgées, personnes handicapées, femmes immigrantes ou issues des communautés culturelles, minorités sexuelles et hommes violentés). Une somme de 75 100 \$ a été consacrée pour les brochures par le Secrétariat à la condition féminine en 2012-2013 à même le budget de l'engagement 75 du Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 : « Adapter les outils d'information à l'intention des personnes vivant des réalités particulières dans un contexte de violence conjugale ». Une vaste distribution de ces brochures est également prévue en 2013.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 29 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 12

Titre :

Plan d'action 2008-2013 en matière d'agression sexuelle : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2012-2013, et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat) et le ministère de la Justice sont conjointement responsables de la coordination gouvernementale et de la mise en œuvre des engagements du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle.

Ce plan d'action regroupe les 100 engagements de dix ministères et organismes directement concernés par cette problématique de violence. Chacun des ministères et le Secrétariat produisent annuellement un bref état sur la réalisation de leurs engagements respectifs. Ces renseignements sont colligés une fois l'an et portent sur l'année précédente, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre. Ainsi, le dernier état de la mise en œuvre des mesures réalisées ou en cours de réalisation, qui a été produit par le Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle, est celui pour l'année 2011.

Pour l'année 2012-2013, la mesure 82 du Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 a été remplie. Elle consistait à produire, à l'intention des médias, une trousse d'information sur les agressions sexuelles. La Trousse média sur les agressions sexuelles a été rendue publique par voie de communiqué le 26 novembre 2012. Elle a été conçue et réalisée par l'Institut national de santé publique du Québec.

Un bilan de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle sera produit et rendu public au début de 2014.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 13

Titre :

Détails des travaux engagés et à venir concernant le renouvellement du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

À la demande du Secrétariat à la condition féminine, l'Institut national de santé publique du Québec a conçu et réalisé une Trousse d'information sur les agressions sexuelles à l'intention des médias. Elle a été rendue publique par voie de communiqué le 26 novembre 2012. La Trousse d'information s'inscrit dans le Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 (mesure 82).

Des consultations particulières avec des groupes spécialisés en agression sexuelle sont prévues en mars 2013, et ce, afin de connaître leur perception quant à la mise en œuvre des actions prévues dans le Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle.

Un état de situation est produit annuellement sur la mise en œuvre des actions du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle.

Le Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle prendra fin en avril 2013. Un bilan de la mise en œuvre sera produit et rendu public au début de 2014.

Il y aura prolongation du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle jusqu'à ce qu'un nouveau plan d'action soit rendu public.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 14

Titre :

Détails des travaux engagés et à venir concernant le retour des cours d'éducation sexuelle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Dans le cadre du Plan d'action 2011-2015 de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, une série d'actions sont menées afin de favoriser une socialisation non stéréotypée des jeunes et plusieurs projets touchant les rapports égalitaires et une éducation à une sexualité saine, responsable et égalitaire sont soutenus. Il s'agit, notamment de :
 - la distribution de près de 2 500 copies d'un DVD et son guide d'accompagnement, *D'égal(e) à égaux : pour la promotion de rapports égalitaires entre filles et garçons dans les services de garde éducatifs*, depuis l'automne 2011, auprès des services de garde éducatifs à l'enfance et aussi auprès de plusieurs établissements d'enseignement supérieur du Québec (collèges, cégeps et universités);
 - séances de formation, « Promouvoir des rapports égalitaires en milieu scolaire », qui ont été offertes à des représentantes et des représentants du milieu scolaire, au cours de 2012, dans toutes les régions du Québec (169 personnes ont été formées à l'intérieur de quatorze formations);
 - la formation « D'égal(e) à égaux, dès la petite enfance », destinée au personnel des services de garde éducatifs à l'enfance, qui est offerte depuis l'automne dernier, partout au Québec, par l'entremise des Regroupements des centres de la petite enfance et associations de garderies privées (à ce jour, 78 personnes ont été formées à l'intérieur de six formations).

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 18 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 15

Titre :

Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel pour l'année 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Santé et des Services sociaux a accordé 11,5 M\$ aux 42 organismes qui interviennent auprès des victimes d'agression sexuelle en 2011-2012.

Les seules données disponibles sont celles de 2011-2012. Le ministère de la Santé et des Services sociaux déposera celles de 2012-2013 lors de son étude de crédits (données du 1^{er} avril au 31 décembre 2012).

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

RP 16

Titre :

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2012-2013 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Santé et des Services sociaux a accordé un financement de près de 72 M\$ aux maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté en 2012-2013 (données du 1^{er} avril au 30 novembre 2012).

Le financement annuel des 123 centres de femmes est de 23,1 M\$ en 2012-2013 (données du 1^{er} avril au 30 novembre 2012).

Le ministère de la Santé et des Services a accordé un financement de 5,6 M\$ en 2012-2013 (données du 1^{er} avril au 30 novembre 2012). Il a annoncé, le 22 novembre 2012, un ajout de 660 000 \$ pour hausser le financement aux organismes pour conjoints violents, portant ainsi le financement total à 6,2 M\$.

Il a accordé un financement de 11,2 M\$ en 2012-2013 aux 44 ressources qui interviennent auprès des victimes d'agression sexuelle (données du 1^{er} avril au 30 novembre 2012).

Ces sommes totalisent 112 M\$ au 30 novembre 2012.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 22 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 17

Titre :

Bilan des actions entreprises auprès des femmes autochtones pour l'année 2012-2013 et actions prévues pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ententes avec les conférences régionales des élus

2012-2013

- Poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans l'entente quadriennale (2011-2015) en matière d'égalité entre les femmes et les hommes conclue entre le Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat) et l'**Administration régionale Kativik**. Cette entente vise notamment à lutter contre la violence intrafamiliale ainsi qu'à promouvoir l'avancement des femmes dans les instances décisionnelles. Entre 2011 et 2015, les contributions de cette entente auront totalisé 450 000 \$.
- Poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans l'entente quadriennale (2011-2015) conclue entre le Secrétariat et l'**Administration régionale Crie**. Cette entente vise à soutenir des actions permettant de promouvoir l'entrepreneuriat féminin et l'employabilité chez les femmes cries, favoriser la conciliation travail-famille chez les jeunes mères monoparentales, améliorer la santé des femmes cries, lutter contre la violence intrafamiliale ainsi que promouvoir l'avancement des femmes au sein des instances dirigeantes. Entre 2011 et 2015, les contributions de cette entente auront totalisé 879 000 \$.

2013-2014

- Poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans les ententes en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 conclues entre le Secrétariat et l'Administration régionale Crie, et avec l'Administration régionale Kativik.

Violence et agression sexuelle

2012-2013

- Lancement du **Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2012-2017**, qui contient un volet spécifique autochtone (35 mesures). Les axes d'interventions de ce volet sont :
 - la sensibilisation et la promotion de la non-violence;
 - le dépistage;
 - l'intervention psychosociale;
 - l'intervention policière, judiciaire et correctionnelle;
 - les conditions essentielles de réussite des actions;
 - la mise en œuvre, évaluation et suivi.
- Financement, par le Secrétariat, de l'organisme Femmes autochtones du Québec à la hauteur de 50 000 \$ afin de permettre la réalisation d'une campagne de sensibilisation à la non-violence auprès des hommes autochtones (mesure 2 du volet autochtone).

- Le ministère de la Justice attribue du financement à deux centres d'aide aux victimes d'actes criminels en milieu autochtone, l'un sous la responsabilité de l'Administration régionale Kativik et l'autre sous celle de l'Administration régionale Crie (mesure 13).
- Le Secrétariat aux affaires autochtones soutient l'organisme Femmes autochtones du Québec en lui accordant un financement de 180 000 \$ par année depuis 2001 (mesure 18 du volet autochtone). Ce montant s'additionne au financement ponctuel accordé à des projets soumis par l'organisme auprès de différents ministères partenaires du Plan d'action gouvernemental.
- Poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans le volet autochtone du **Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle**, lequel contient treize mesures spécifiques concernant les femmes et les enfants autochtones victimes d'agression sexuelle.
- Le ministère de la Santé et des Services sociaux, partenaire du Plan d'action, accorde un **financement annuel récurrent** à deux **maisons d'hébergement** pour femmes autochtones, situées à Montréal et à Québec, alors que certaines, œuvrant à proximité des réserves, reçoivent un financement bonifié.

2013-2014

- Début de la mise en œuvre des mesures du volet autochtone du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2012-2017.
- Poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans le Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle; le bilan de sa mise en œuvre sera produit et rendu public au début de 2014.

Économie et emploi

2012-2013

- Poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine qui vise, entre autres, à prendre en compte les clientèles plus éloignées du marché du travail, comme les femmes autochtones.
- Reconduction du Fonds d'initiatives autochtones par le Secrétariat aux affaires autochtones dont le financement a été augmenté à 135 M\$. Certaines enveloppes spécifiques sont plus particulièrement consacrées aux femmes autochtones.
- Poursuite de l'implantation du Femmessor Nord-du-Québec par le ministère des Finances, et de l'Économie, qui rassemble désormais trois points de services issus des trois communautés présentes sur le territoire (Jamésienne, Crie et Inuite).
- Financement par le ministère de la Famille de centres de la petite enfance dans plusieurs communautés autochtones.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 18

Titre :

Liste des programmes de formation ciblés dans les villes du Nord et les coûts reliés pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun programme de formation ciblé n'a été mis en place dans les villes du Nord en 2012-2013.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 19

Titre :

Bilan des actions entreprises auprès des femmes immigrantes pour l'année 2012-2013 et actions prévues pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le Secrétariat à la condition féminine a financé le développement d'une formation visant à informer les personnes immigrantes sur l'égalité entre les femmes et les hommes en contexte québécois, et ce, dans plusieurs domaines de la vie courante. Cette formation a été diffusée au cours de l'été et de l'automne 2012.
- Cinq projets financés dans le cadre du programme « À égalité pour décider » visent la participation des femmes immigrantes aux instances décisionnelles.
- L'entente 2011-2015 conclue avec la Conférence régionale des élus de Montréal et ses collaborateurs, dont les investissements totalisent 1 254 000 \$, prévoit notamment soutenir l'entrepreneuriat des femmes issues de l'immigration grâce à la consolidation et à l'autonomisation du Continuum Entrepreneuriat Montréal pour femmes issues de l'immigration.
- Les brochures à l'intention des personnes vivant dans des contextes de vulnérabilité à la violence conjugale ont été adaptées pour les personnes immigrantes.
- Une synthèse de la recherche du Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes, intitulée « Adaptation des interventions aux besoins des immigrants-es en situation de violence conjugale », a été financée.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2012

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 20

Titre :

Bilan des actions entreprises auprès des femmes dans la construction pour l'année 2012-2013 et actions prévues pour 2013-2014

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Bilan des actions 2012-2013

- En 2011, les femmes représentent 1,3 % de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction, couverte par la Commission de la construction du Québec.
- Publication, le 17 octobre 2012, par la Commission de la construction du Québec, du bilan 1997-2012 de son premier Programme d'accès à l'égalité pour les femmes dans la construction.
- Lancement, le 17 octobre 2012, par la Commission de la construction du Québec de son plan de relance du Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction.
- Publication, le 29 octobre 2012, du rapport d'étude du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail sur la situation des travailleuses dans l'industrie de la construction, *Quand la détermination ne suffit pas : la situation des travailleuses de la construction au Québec* (financé par Emploi-Québec).

Actions prévues pour 2013-2014

- Publication par le Conseil du statut de la femme d'un avis sur les femmes dans l'industrie de la construction.
- Publication par la Commission de la construction du Québec d'un nouveau Programme d'accès à l'égalité pour les femmes dans l'industrie de la construction.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 14 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 21

Titre :

Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement ainsi que les critères de financement.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Santé et des Services sociaux a accordé un financement de 23,1 M\$ aux 123 centres de femmes en 2012-2013 (données du 1^{er} avril au 30 novembre 2012).

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 22 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 22

Titre :

Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2012-2013. Ressources financières prévues pour 2013-2014. Copie des critères de financement.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Santé et des Services sociaux a accordé un financement de près de 72 M\$ aux 109 maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale en 2012-2013 (données du 1^{er} avril au 30 novembre 2012).

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 22 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 23

Titre :

Copie de toutes les ententes spécifiques en matière de condition féminine conclues avec les conférences régionales des élus et des subventions versées par le Ministère pour chacune des ententes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Quatorze ententes spécifiques ont été conclues en 2011-2012 avec les conférences régionales des élus et leurs partenaires. La plupart sont d'une durée de quatre ans (2011-2015).

Un tableau synthèse du contenu de chacune de ces ententes spécifiques et administratives* est joint en annexe.

* En plus des quatorze ententes spécifiques, sept ententes administratives ont été conclues avec les conférences régionales des élus et leurs partenaires en 2011-2012.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 01 Bas-Saint-Laurent	Spécifique	SCF ¹ CRE ² MAMROT ³ ASSS ⁴ TCGFBSL ⁵	159 000 \$	318 000 \$ Autres CRE : 159 000 \$	<p>Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires</p> <ul style="list-style-type: none">- Promouvoir des modèles et des comportements égalitaires, notamment en poursuivant le travail amorcé pour contrer l'hypersexualisation <p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none">- Viser l'égalité économique entre les femmes et les hommes, notamment en favorisant l'augmentation de la présence des femmes dans les métiers traditionnellement masculins <p>Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études</p> <ul style="list-style-type: none">- Favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires en lien, notamment, avec les résultats des consultations régionales menées sous l'égide de la CRE <p>Orientation 4 : Santé des femmes</p> <ul style="list-style-type: none">- Favoriser des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes, notamment les femmes aînées <p>Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes</p> <ul style="list-style-type: none">- Contrer la violence faite aux femmes, notamment en explorant la problématique de l'exploitation sexuelle <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none">- Augmenter la participation des femmes et des jeunes femmes aux instances décisionnelles, en particulier lors des élections municipales prévues en 2013 <p>Orientation 7 : Égalité en région</p> <ul style="list-style-type: none">- Encourager l'adoption et la mise en œuvre de politiques d'égalité dans les instances locales et régionales

¹ SCF : Secrétariat à la condition féminine
² CRE : Conférence régionale des élus
³ MAMROT : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
⁴ ASSS : Agence de la santé et des services sociaux
⁵ TCGFBSL : Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					ADS - Favoriser l'application de l'analyse différenciée selon les sexes dans des projets concrets
Région 02 Saguenay- Lac-Saint-Jean	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS MFA ASSS Table de concertation des groupes de femmes Récif-02 Corporation Accès- Travail-Femmes Femmessor	250 000 \$	614 000 \$ Autres CRE : 168 000 \$ MESS : 150 000 \$ MFA : 40 000 \$ MAMROT : 6 000 \$ Il est à noter que les partenaires suivants contribuent aussi à l'entente en services : ASSS : 52 750 \$ Récif-02 : 32 650 \$ ATF : 160 000 \$ Femmessor : 100 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Promouvoir des modèles et des comportements égalitaires Orientation 2 : Égalité économique - Viser l'égalité et l'équité économiques entre les femmes et les hommes - Développer la culture entrepreneuriale et l'entrepreneuriat féminin Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Augmenter la qualité de vie des familles de la région, notamment en favorisant une meilleure adéquation des temps sociaux Orientation 4 : Santé des femmes - Prendre en compte le portrait de la santé des femmes en région Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Accroître la participation des femmes aux instances et lieux décisionnels ADS - Soutenir la CRE, les MRC et les municipalités dans la prise en compte du point de vue et de la réalité des femmes
Région 03 Capitale- Nationale (Portneuf,	Convention supplémen- taire 2011- 2013 à une entente	SCF CRE BCN ⁶ MESS CLD ⁷	111 000 \$ (sur deux ans, soit 2011-2013)	475 000 \$ (sur deux ans, soit 2011-2013)	Orientation 2 : Égalité économique - Promouvoir le développement de l'entrepreneuriat féminin - Encourager les femmes à investir les domaines d'emploi non traditionnels - Améliorer l'accès à l'emploi pour les femmes éloignées du marché du travail, en situation d'isolement ou en situation économique précaire

⁶ BCN : Bureau de la Capitale-Nationale

⁷ CLD : Centre local de développement

⁸ CRPMTRCP : Conseil régional des partenaires du marché du travail de la région de la Capitale-Nationale

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Québec, Charlevoix)	spécifique 2010-2013	Chambre de commerce de Québec Forum jeunesse de la région de la Capitale- Nationale CRPMTRCP ⁸ RGF ⁹ Ministre responsable de la région		Autres CRE : 100 000 \$ MESS : 100 000 \$ BCN : 80 000 \$ Forum jeunesse : 50 000 \$ CLD : 20 000 \$ Chambre de commerce : 14 000 \$	<p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Viser la parité et l'égalité des femmes dans les lieux consultatifs, décisionnels et les postes de pouvoir de la région - Augmenter la représentation des femmes dans le milieu municipal - Éduquer les femmes à la démocratie et à la citoyenneté <p>ADS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans la région de la Capitale-Nationale <p>L'entente prévoit deux autres objectifs :</p> <p>1) Améliorer la qualité de vie des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Documenter la réalité socioéconomique des femmes de la région - Soutenir des projets qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des femmes <p>2) S'inspirer des expertises et des expériences internationales</p> <ul style="list-style-type: none"> - Établir des partenariats internationaux avec des organismes qui œuvrent dans le développement local et régional ainsi qu'en condition féminine
Région 04 Mauricie	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS ASSS Forum jeunesse TCMFM ¹⁰ FPI ¹¹	211 000 \$	552 176 \$ Autres CRE : 184 000 \$ MESS : 60 000 \$ MAMROT : 8 000 \$ ASSS : 40 000 \$ Forum jeunesse :	<p>Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - En favorisant une socialisation non stéréotypée des filles et des garçons - En favorisant la diversification des choix de formation <p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - En favorisant la diversification des choix professionnels - En soutenant l'entrepreneuriat féminin

⁹ RGF : Regroupement des groupes de femmes de la région 03
¹⁰ TCMFM : Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
¹¹ FPI : Femmes en parcours innovateur

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
		Femmessor		49 176 \$	<p>Orientation 4 : Santé des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - En améliorant les connaissances, en élaborant et en mettant en œuvre un plan d'action régional <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accroître la représentativité des femmes dans les lieux de pouvoir et favoriser leur maintien en poste
Région 05 Estrie	Spécifique	SCF CRE MAMROT ConcertAction femmes Estrie	146 000 \$	349 500 \$ Autres CRE : 203 500 \$ Il est à noter que ConcertAction femmes Estrie contribue aussi à l'entente à hauteur de 55 500 \$ en services	<p>Orientation 1 : Modèles et comportement égalitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire de la promotion des rapports égalitaires un enjeu transversal pour réduire les inégalités <p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'égalité économique entre les femmes et les hommes par la réalisation d'initiatives issues de la consultation et de la concertation régionale <p>Orientation 3 : Conciliation travail-famille</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires par la mise en œuvre du plan d'action et de sa stratégie élaborée par ConcertAction femmes Estrie dans le cadre de l'entente 2010-2011 <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accroître la participation des femmes aux instances décisionnelles, notamment en augmentant les candidatures féminines aux élections municipales de 2012 <p>Analyse différenciée selon les sexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le déploiement régional de l'ADS

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 06 Montréal	Administrative	SCF CRE MDEIE Emploi-Québec Île-de-Montréal	477 000 \$	1 254 000 \$ Autres CRE : 477 000 \$ EQ : 300 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes issues de l'immigration - Favoriser l'accès des femmes aux métiers et professions traditionnellement masculins Orientation 6 : Femmes et pouvoir <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'augmentation de la participation des femmes aux lieux décisionnels
Région 07 Outaouais	Spécifique 2011-2013	SCF CRE MAMROT Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales	96 000 \$ pour 2011-2013	192 000 \$ Autres CRE : 92 000 \$ MAMROT : 4 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser une socialisation non stéréotypée Orientation 2 : Égalité économique <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études <ul style="list-style-type: none"> - Encourager les milieux de travail à instaurer des mesures de conciliation travail-famille dans les secteurs à prédominance masculine et féminine Orientation 6 : Femmes et pouvoir <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les candidatures féminines aux élections municipales de 2013
Région 08 Abitibi-Témiscamingue	Administrative	SCF CRE MESS MAMROT MDEIE ASSS	184 000 \$	368 000 \$ Autres CRE : 43 000 \$ MESS : 85 000 \$ ASSS : 50 000 \$ MAMROT : 6 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions économiques des femmes de la région par une meilleure accessibilité à des emplois de qualité Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le respect de l'intégrité des femmes et leur sécurité dans tous les milieux de vie

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					<p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter l'implication citoyenne pour une meilleure représentativité des femmes dans les structures décisionnelles <p>Orientation 7 : Régionalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le pouvoir d'action des organismes dédiés à la clientèle femmes, et ce, sur les plans politique, médiatique et opérationnel; - Augmenter la qualité de vie des femmes de la région de l'Abitibi-Témiscamingue
Région 09 Côte-Nord	Administrative	SCF CRE	209 000 \$	418 000 \$ Autres CRE : 209 000 \$	<p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager l'autonomie financière des Nord-Côtières par la promotion de l'entrepreneuriat féminin, par la sensibilisation aux stéréotypes sociaux-sexuels ainsi que par l'intégration des femmes dans les métiers non traditionnels <p>Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les actions en matière d'intervention et de prévention de la violence conjugale en lien avec les recommandations du rapport <i>Violence conjugale dans la région de la Côte-Nord : Ampleur du problème, facteurs explicatifs et pistes d'intervention</i> déposé dans le cadre de l'entente 2007-2010 <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les actions visant à promouvoir la participation des femmes dans les instances <p>Orientation 7 : Régionalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Doter la CRE d'un plan d'action de sa politique en égalité et ainsi formuler divers objectifs à atteindre, et s'engager à assurer le suivi des actions à mener en matière d'égalité sur la Côte-Nord <p>Analyse différenciée selon les sexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolider l'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes dans le milieu municipal et élargir cette consolidation en sensibilisant une masse importante de partenaires régionaux

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 10 Nord-du-Québec - Cris	Administrative	SCF Administration régionale Crie	79 000 \$	879 000 \$ Autres ARC : 800 000 \$	<p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir et reconnaître les femmes entrepreneures crie ainsi que les opportunités d'emplois dans différents secteurs et milieux de travail <p>Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la conciliation travail-famille pour les femmes et les jeunes mères crie, et encourager les milieux de travail et les organisations dans la nation crie à améliorer les mesures de soutien pour les femmes et les jeunes mères célibataires <p>Orientation 4 : Santé des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la concertation afin de développer des programmes et des projets sur mesure visant à promouvoir la santé et le bien être des femmes crie et de leur famille <p>Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer différentes initiatives et projets pour contrer la violence sous toutes ses formes faite aux femmes et aux filles crie <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la participation des femmes crie à des activités de formation en politique et en gouvernance ainsi que leur représentation sur différentes instances <p>Orientation 7 : Régionalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'égalité entre les sexes par le biais de diverses sources multimédias et soutenir les femmes crie à différents niveaux dans les domaines de l'industrie et de la culture

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 10 Nord-du-Québec – secteur Kativik	Administrative	SCF Administrative régionale Kativik Association des femmes inuites du Nunavik Saturviit (SATURVIIT)	189 000 \$	450 000 \$ Autres ARK : 261 000 \$	<p>Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre la violence intra-familiale en contribuant à un centre de ressources familiales et de défense des droits des enfants au Nunavik, dont la mission est en partie d'informer et de sensibiliser les femmes et les enfants sur leurs droits <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'avancement des femmes au niveau des instances décisionnelles <p>Orientation 7 : Régionalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer la participation et la représentation de SATURVIIT aux plans régional, provincial et national, et assurer la visibilité de ses projets via une stratégie de communication et son site Web - Rejoindre et travailler avec les femmes en soutenant des actions qui favorisent le bien-être des femmes au Nunavik

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 10 Nord-du-Québec – secteur Jamésie	Spécifique	SCF CRE MAMROT CCFBJ ¹² MESS Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	191 000 \$	396 000 \$ Autres CRE : 160 000 \$ MESS : 45 000 \$	<p>Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Offrir des outils pour une socialisation non stéréotypée aux organismes, aux entreprises et à la population en général afin de promouvoir de meilleur rapport égalitaire <p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la diversification des choix de formation ainsi que la persévérance scolaire - Offrir des outils en entrepreneuriat féminin <p>Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études</p> <ul style="list-style-type: none"> - Offrir des outils en conciliation famille-travail <p>Orientation 4 : Santé des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes, en privilégiant une meilleure adaptation et une meilleure efficience des services de santé et de services sociaux aux besoins particuliers des femmes en matière de santé mentale <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Informer, outiller et accompagner les femmes de la région afin de favoriser une plus grande participation de leur part dans les instances locales et régionales <p>Analyse différenciée selon les sexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la prise en compte des intérêts et des réalités des femmes afin d'atteindre l'égalité dans la région

¹² CCFBJ : Comité condition féminine Baie-James

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 11 Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Administrative 2011-2014	SCF CRE MAMROT TCGF Gaspésie et des Îles CS ¹³ René-Levesque CS des Chic-Chocs CS Eastern Shores CS des Îles Cégep de la Gaspésie et des Îles Groupe Collegia MESS MELS ¹⁴ Femmessor Commission jeunesse	96 000 \$ (sur trois ans, soit 2011-2014)	868 678 \$ (sur trois ans, soit 2011-2014) Autres CRE : 145 000 \$ TCGF : 203 308 \$ MELS : 18 000 \$ MESS : 108 815 \$ MAMROT : 6 000 \$ Commission jeunesse : 75 555 \$ CS-René-Lévesque : 12 000 \$; CS Chic-Chocs : 12 000 \$ CS des Îles : 12 000 \$ CS Eastern Shores : 12 000 \$ Cégep de la Gaspésie et des Îles : 18 000 \$ Femmessor : 150 000 \$	<p>Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrer les stéréotypes sexuels et les effets négatifs de la socialisation liés à la division sexuelle des rôles auprès des jeunes filles et des jeunes garçons <p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accroître le nombre de femmes œuvrant dans les métiers d'avenir et les métiers traditionnellement masculins - Accompagner les entrepreneures dans leur projet et offrir des suivis personnalisés en entreprise - Faciliter l'intégration des femmes sur le marché du travail en mettant en place des mécanismes gagnant et amener les intervenants et les intervenantes ainsi que les employeurs vers une vision commune d'égalité en emploi <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accroître la présence des femmes au sein des conseils municipaux de la région - Sensibiliser les jeunes de la région à l'importance de leur participation citoyenne <p>Orientation 7 : Régionalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager et accompagner les municipalités de la région à mettre en œuvre une politique d'égalité au sein des communautés gaspésiennes et madelinienes <p>Analyse différenciée selon les sexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer une prise en compte réelle des intérêts et des réalités des femmes par l'analyse différenciée selon les sexes - Procéder à une ADS dans différents domaines, notamment, l'autonomie économique des femmes, le développement local et régional, ainsi que la santé afin d'identifier et de corriger les inégalités qui perdurent en ces domaines

¹³ CS : Commission scolaire

¹⁴ MELS : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 12 Chaudière-Appalaches	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS (Emploi-Québec) RGF Chaudière-Appalaches ¹⁵ FJRCA ¹⁶ Commissions scolaires (de la Beauce-Etchemin, de la Côte-du-Sud, des Appalaches et des Navigateurs)	168 000 \$	511 000 \$ Autres CRE : 168 000 \$ MESS : 75 000 \$ FJRCA : 100 000 \$	<p>Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agir sur le phénomène de l'hypersexualisation auprès des jeunes de moins de 24 ans, de leur entourage et des intervenantes et intervenants qui pratiquent auprès d'eux en élaborant un plan d'action régional, en tenant un événement régional et en élaborant des outils <p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les interventions en matière de métiers non traditionnels ainsi que de métiers d'avenir auprès des femmes et des entreprises en sensibilisant à la diversité des choix de formation, en développant des conditions favorables pour assurer le maintien en emploi et en mettant sur pied une table régionale de réseautage - Favoriser l'entrepreneuriat féminin en soutenant la mise en place de FemmEссор, en développant des sessions de formation et en développant une culture entrepreneuriale féminine <p>Orientation 4 : Santé des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agir sur le phénomène de la santé mentale/détresse psychologique auprès des femmes, notamment auprès des jeunes (12-25) et des intervenantes et intervenants pratiquant auprès d'eux, en organisant un événement sur la santé mentale des femmes, en contrant la détresse psychologique par une approche préventive et en développant une formation ainsi que des outils adaptés aux intervenantes et intervenants <p>Analyse différenciée selon les sexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le déploiement régional de l'ADS auprès des organisations régionales et locales en développant un projet de sensibilisation ainsi qu'un projet dans le cadre de l'entente.

¹⁵ RGF : Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches

¹⁶ FJRCA : Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 13 Laval	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS MFA MELS Ville de Laval ASSS Table de concertation de Laval en condition féminine FJ CLD	129 000 \$	460 000 \$ Autres CRE : 99 000 \$ Forum jeunesse : 30 000 \$ CLD : 28 000 \$ ASSS : 28 000 \$ MFA : 28 000 \$ MELS : 30 000 \$ MESS : 60 000 \$ Ville: 28 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires Orientation 2 : Égalité économique Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études Orientation 4 : Santé des femmes Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes Orientation 6 : Femmes et pouvoir Analyse différenciée selon les sexes
Région 14 Lanaudière	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS MELS MAPAQ MFA	182 000 \$	618 000 \$ Autres CRE : 300 000 \$ MAMROT : 8 000 \$ MESS : 40 000 \$ MELS : 40 000 \$ MAPAQ : 20 000 \$ MFA : 28 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser une socialisation non stéréotypée des jeunes - Promouvoir une sexualité saine, responsable et égalitaire auprès des jeunes - Soutenir l'apprentissage et l'exercice égalitaire auprès des jeunes Orientation 2 : Égalité économique <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la diversification des choix de formation des femmes et la mixité en emploi - Soutenir l'intégration et le maintien en emploi des femmes - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la répartition équitable des responsabilités familiales et soutenir les femmes et les hommes dans la conciliation de leurs responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires - Encourager les milieux de travail à instaurer des mesures de conciliation travail-famille dans les secteurs à prédominance tant masculine que féminine - Intensifier la collaboration et le partenariat des divers acteurs des milieux de vie

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					<p>Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adapter des outils pour les victimes de violence conjugale, d'agression sexuelle et d'intimidation ayant des besoins particuliers <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Viser la parité de représentation dans les lieux de pouvoir <p>Orientation 7 : Égalité en région</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance locale et régionale <p>Analyse différenciée selon les sexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dresser un projet régional différencié des personnes âgées dans la région de Lanaudière
Région 15 Laurentides	Spécifique	SCF CRE MAMROT FJ MELS MESS Réseau des femmes des Laurentides	238 000 \$	523 000 \$ Autres CRE : 119 000 \$ MAMROT : 6 000 \$ MESS : 45 000 \$ MELS : 40 000 \$ Forum jeunesse : 75 000 \$	<p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la diversification des choix de formation des femmes - Soutenir l'intégration et le maintien en emploi des femmes - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes - Améliorer la sécurité économique des femmes tout au long de leur parcours de vie <p>Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encourager les milieux de travail à instaurer des mesures de conciliation travail-famille dans les secteurs à prédominance masculine et féminine <p>Orientation 4 : Santé des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adapter les soins et services sociaux aux besoins particuliers des femmes et de certains groupes <p>Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévenir et contrer tous types d'agressions et de violence

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					<p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les candidatures féminines aux élections municipales de 2013 <p>Orientation 7 : Égalité en région</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance locale et régionale <p>Analyse différenciée selon les sexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le déploiement de l'ADS par des séances de sensibilisation et de formation destinées à des partenaires locaux et régionaux
Région 16 Montérégie - Territoire de Longueuil	Administrative	SCF CRE FJ Longueuil	131 000 \$	322 000 \$ Autres CRE : 131 000 \$ FJ : 60 000 \$	<p>Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolider la concertation en matière de promotion des modèles et de comportements égalitaires sur le territoire de l'agglomération de Longueuil et orienter la réalisation d'actions structurantes à la lumière de l'expertise des membres et des pistes d'actions identifiées par le CFEM¹⁷ de la CRE <p>Orientation 2 : Égalité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la diversification des choix de formation - Soutenir l'entrepreneuriat féminin - Réduire l'exclusion sociale et la pauvreté <p>Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la conciliation travail-famille <p>Orientation 4 : Santé des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accessibilité aux services de santé <p>Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévenir et contrer la violence

¹⁷ Conseil Femme Égalité Mouvement

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Viser la parité dans les lieux de pouvoir
Région 16 Montérégie – Territoire de la Montérégie-Est	Spécifique	SCF CRE MAMROT FJ Montérégie Est	218 000 \$	499 000 \$ Autre CRE : 218 000 \$ FJ : 63 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique - Favoriser l'insertion socioéconomique des femmes - Favoriser la diversification des choix professionnels et de formation des femmes - Soutenir l'intégration et le maintien en emploi des femmes dans des emplois de qualité, porteurs d'avenir - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Encourager les milieux de travail, entre autres, à instaurer des mesures de conciliation travail-famille-études dans les secteurs à prédominance masculine et féminine Orientation 4 : Santé des femmes - Appuyer les moyens d'action des autres partenaires inscrits en ce sens, notamment dans les autres ententes de la CRE Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Appuyer les moyens d'action des autres partenaires inscrits en ce sens, notamment dans les autres ententes de la CRE Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Contribuer à l'augmentation des candidatures féminines aux élections municipales de 2013 - Encourager la prise de parole et la participation citoyenne locale des femmes - Assurer le maintien du colloque annuel du REMME ¹⁸ - Mettre en place des initiatives visant à intéresser les femmes à la gouvernance et à leur représentativité dans les diverses instances, tant au plan local que régional

¹⁸ Réseau des élues municipales de la Montérégie Est

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					Analyse différenciée selon les sexes <ul style="list-style-type: none"> - Déployer la politique régionale en égalité (incluant l'ADS) auprès des partenaires locaux et régionaux, notamment dans le cadre des travaux de l'Alliance pour le déploiement du plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale - Appliquer l'ADS dans des projets régionaux, notamment dans le cadre des travaux de l'Alliance pour le déploiement du plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale
Région 16 Montérégie - Territoire de la Vallée-du-Haut- Saint-Laurent	Spécifique	SCF CRE MAMROT FJ VHSL ¹⁹	172 000 \$	344 000 \$ Autre CRE : 172 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique <ul style="list-style-type: none"> - Accroître la formation qualifiante - Faciliter l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat - Réduire l'exclusion et la pauvreté Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la conciliation travail-famille Orientation 6 : Femmes et pouvoir <ul style="list-style-type: none"> - Stimuler la participation des femmes dans les lieux décisionnels Analyse différenciée selon les sexes <ul style="list-style-type: none"> - Implanter l'ADS au sein de la CRE et des partenaires
Région 17 Centre-du-Québec	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS MDEIE ASSS TCMFCQ ²⁰ Femmes et production industrielle	129 000 \$	472 000 \$ Autres CRE : 200 000 \$ MESS : 75 000 \$ MDEIE : 20 000 \$ MAMROT : 8 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires <ul style="list-style-type: none"> - Contrer les stéréotypes sexuels et les effets négatifs de l'hypersexualisation auprès des jeunes filles et des jeunes garçons Orientation 2 : Égalité économique <ul style="list-style-type: none"> - Supporter l'entrepreneuriat féminin comme moteur de développement dans la région - Faciliter l'intégration des femmes sur le marché du travail et sensibiliser les partenaires concernés à une vision commune d'égalité en emploi

¹⁹ VHSL : Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

²⁰ TCMF : Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	

		Services intégrés pour l'emploi Les Mutantes de Drummond inc. La maison des femmes de Drummondville Femmessor FJ CRPMT		ASSS : 40 000 \$	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la diversification des choix professionnels des femmes et des jeunes filles du Centre-du-Québec - Documenter la problématique et l'impact du décrochage scolaire, principalement chez les jeunes filles de la région <p>Orientation 4 : Santé des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes <p>Orientation 6 : Femmes et pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégrer la préoccupation de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein des différentes instances locales et régionales - Accroître la présence des femmes aux instances municipales dans les cinq MRC de la région <p>Analyse différenciée selon les sexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la prise en compte réelle des intérêts et des réalités des femmes par l'ADS, dans plusieurs domaines, notamment l'autonomie économique des femmes, la participation des femmes aux instances décisionnelles, la scolarité, la santé et le développement local et régional
--	--	---	--	------------------	---

Total des engagements financiers 2011-2015	SCF	TOTAL
	3 765 000 \$*	10 883 354 \$**

*À noter que les ententes conclues avec les CRE de la Capitale-Nationale, de l'Outaouais et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ne sont pas d'une durée de quatre ans. Lorsque une deuxième entente sera conclue avec ces CRE, afin que les engagements financiers du SCF soient au final sur quatre ans, le montant total des engagements financiers du SCF atteindra 4,1 M\$.

**À noter que ce montant pourra varier avec l'ajout de partenaires par addenda ou la révision de la contribution de la CRE en fonction de l'ajout de partenaires à l'entente (du moment que l'appariement avec la somme investie par le SCF soit respecté), tel que le permet le protocole d'entente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 24

Titre :

Copie de tous les accords de partenariat avec les Tables de concertation régionale en condition féminine et des subventions versées par le Ministère pour chacune des ententes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Une subvention de 20 000 \$ a été versée à chacun des organismes suivants pour l'année 2012-2013 dans le cadre de ces ententes :

- Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent;
- Récif-02;
- Regroupement des groupes de femmes de la région de Québec;
- Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- ConcertAction Femmes Estrie;
- Table des groupes de femmes de Montréal;
- Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales;
- Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Regroupement des femmes de la Côte-Nord;
- Comité condition féminine Baie-James;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles;
- Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches;
- Table de concertation de Laval en condition féminine;
- Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière;
- Réseau des femmes des Laurentides;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie;
- Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec;
- Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 25

Titre :

Table des partenaires influents : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2012-2013, et prévision pour 2013-2014. Liste des effectifs liés à ce projet, incluant leur mandat et leur rémunération.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Deux rencontres ont eu lieu en 2012-2013 : le 30 mai, au Mouvement Desjardins, et le 1^{er} novembre, au cabinet Osler.
- Le ministère des Finances et de l'Économie, et l'Autorité des marchés financiers ont délégué des représentants à titre d'observateurs.
- La sous-ministre adjointe du Secrétariat à la condition féminine assiste aux rencontres et un membre de son personnel professionnel agit comme secrétaire de la Table des partenaires influents.
- L'expert-conseil a rédigé un rapport faisant état des recommandations des membres de la Table des partenaires influents, intitulé *Stratégie d'intervention*. Une version finale sera transmise à l'hiver 2013 à la Ministre.

Dépenses engagées en 2012-2013 :

- Travaux préparatoires et rencontres
 - Honoraires de l'expert-conseil : 10 000 \$
 - Honoraires des coprésidents : 10 000 \$ chacun, soit 20 000 \$
- Réunion des membres de la Table du 30 mai 2012 : coûts du petit-déjeuner assumés par le Mouvement Desjardins.
- Réunion des membres de la Table du 1er novembre 2012 : coûts du petit-déjeuner assumés par le cabinet Osler.
- Rencontres individuelles avec les membres de la Table des partenaires influents (inclus dans les honoraires de l'expert-conseil et des coprésidents).

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 18 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 25 - Annexe

MEMBRES DE LA TABLE DES PARTENAIRES INFLUENTS

Composée de dix membres, la Table est sous la coprésidence de M^{me} Monique Jérôme-Forget, anciennement ministre des Finances et présidente du Conseil du trésor du Québec¹ et de M. Guy Saint-Pierre, anciennement président et chef de la direction du Groupe SNC Lavalin inc. et président du conseil de la Banque royale du Canada. Les autres membres sont :

- M. Yvon Charest, président et chef de la direction, Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.;
- M^{me} Jacynthe Côté, chef de la direction, Rio Tinto Alcan;
- L'honorable Paule Gauthier, avocate spécialisée en médiation et arbitrage, Stein Monast;
- M. Serge Godin*, fondateur et président exécutif du conseil, CGI;
- M^{me} Isabelle Hudon, présidente, Financière Sun Life, Québec;
- M. Hubert T. Lacroix, président-directeur général, CBC/Radio-Canada;
- M^{me} Monique Leroux, présidente et chef de la direction, Mouvement Desjardins;
- Monsieur Brian Levitt*, président du conseil d'administration, TD Canada Trust et avocat spécialisé en droit des affaires, Osler.

¹ Madame Jérôme-Forget est actuellement conseillère spéciale chez Osler, Hoskin et Harcourt et KornFerry, et est *fellow* chez Cirano.

* Messieurs Godin et Levitt se sont désistés en novembre 2012 et doivent être remplacés en 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 26

Titre :

Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée : bilan détaillé des actions entreprises et des sommes engagées pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le comité de travail sur la *Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée* (Charte), mis sur pied en mars 2009, regroupe une trentaine d'acteurs de l'industrie de la mode, de la publicité, des médias, de la musique, de la vidéo, de la santé et du gouvernement, et il est coprésidé par M. Howard Steiger et M^{me} Marie-Claude Savard. Monsieur Steiger est directeur du Programme des troubles de l'alimentation de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas et membre du Eating Disorders Research Society. Madame Savard est animatrice télé et a été chroniqueuse sportive à « Salut! Bonjour! » pendant plusieurs années.
- La *Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée* a été lancée le 16 octobre 2009.
- Depuis sa création, la Charte s'est inscrite dans la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014, dans le volet « Défi de la santé – Pour un mieux-être collectif », et dans le Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012.
- Un microsite promotionnel JeSigneEnLigne.com a été mis en ligne le 15 mars 2010. Jusqu'à présent, plus de 22 460 signataires ont adhéré aux principes de la Charte.
- Le Plan d'action pour la mise œuvre 2010-2013 de la *Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée*, a été lancé le 17 décembre 2010. Il contient 20 mesures se déclinant en 46 actions plus spécifiques, et est porté par quatre ministères (Secrétariat à la condition féminine, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Santé et des Services sociaux et ministère des Finances et de l'Économie) et quinze partenaires.

Bilan détaillé des actions entreprises en 2012-2013

- Au cours de l'année 2012-2013, différentes actions ont été posées par le Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat) et les partenaires associés à la Charte :

1. Défilé de la diversité corporelle - Festival mode et design 2012

Le défilé de la diversité corporelle, mettant en vedette les lauréats du concours « Défilez sans cliché », a été présenté le 4 août 2012 dans le cadre du Festival mode et design Montréal. L'organisme Sensation mode était responsable de cet événement.

Ce festival extérieur bénéficie d'une couverture médiatique nationale et internationale, et attire chaque année plus de 500 000 visiteurs.

2. Soutien à la diffusion d'un atelier de formation par le Réseau québécois d'action pour la santé des femmes à l'intention des écoles de mode

Un atelier de formation, intitulé « Pour une mode en santé! L'image des femmes dans la publicité mode et les médias », ayant pour objectif de sensibiliser les étudiantes et étudiants en design de mode et en commercialisation de la mode aux enjeux sociaux et de santé liés à la promotion d'une image du corps saine et diversifiée, a été développé dans les écoles de mode du Québec.

3. Poursuite de la diffusion d'une formation d'Anorexie et boulimie Québec à l'intention des intervenants travaillant auprès des mannequins

Une formation, élaborée par Anorexie et boulimie Québec, s'intitulant « Lorsqu'une image vaut mille maux : les troubles alimentaires et le mannequinat », vise à outiller les intervenants œuvrant auprès des mannequins, notamment les coordonnateurs, les stylistes, les maquilleurs, les coiffeurs et les photographes, à détecter les troubles de conduite alimentaire et à intervenir auprès d'eux. La diffusion de cette formation a débuté à l'hiver 2012.

4. Dépôt d'un guide de l'Association pour la santé publique du Québec

En mars prochain, l'Association pour la santé publique du Québec déposera, au Secrétariat, un guide pour porter plainte contre l'utilisation de l'extrême minceur, des images stigmatisantes à l'égard du poids et de l'utilisation excessive de la technologie dans les médias (presse écrite, magazines féminins, médias sociaux, télévision).

5. Événement soulignant le bilan de l'an 2 du Plan d'action de la Charte

Les réalisations découlant de la 2^e année (2011-2012) de mise en œuvre de la Charte aux membres du comité de travail de la Charte ainsi qu'aux partenaires de la Charte devraient être dévoilées en mars 2013.

6. Diverses activités de promotion de la Charte

- **Collaboration à la deuxième édition du prix IMAGE/in**

La deuxième édition du Prix IMAGE/in, créé par ÉquiLibre, s'est déroulée du 26 mars au 25 avril 2012. Ce prix vise à récompenser les initiatives de l'industrie de l'image en faveur d'une saine image corporelle. Rappelons que la première édition de ce prix était finaliste dans la catégorie « Modèles et comportements égalitaires », à l'édition 2012 du Prix Égalité.

La deuxième édition du concours « Défilez sans cliché » s'est tenue du 7 mai au 10 juin 2012 dont la coordination a été assurée par ÉquiLibre. Ce concours s'est déroulé dans le cadre de leur campagne « Derrière le miroir ».

- **Promotion du nouvel acronyme de la Charte**

Le 29 mai 2012, le nouvel acronyme de la Charte, soit « La CHIC », a été dévoilé dans le cadre de l'ouverture de la boutique Signatures québécoises à Québec. Cette nouvelle boutique, qui regroupe 25 designers de mode émergents, est d'ailleurs signataire de la Charte.

- **Promotion de la Charte à l'étranger**

En octobre 2012, le Secrétariat a présenté « La CHIC » à Paris dans le cadre des soirées « Regards croisés ». Ces rencontres rassemblaient dans un cadre informel des partenaires français et québécois appelés à présenter, comparer, voire confronter leurs points de vue sur divers enjeux de société.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 27

Titre :

Programmes et appels de projets du Secrétariat à la condition féminine : pour chacun, indiquer la liste des demandes soumises et retenues, les critères de sélection et les sommes attribuées pour chacun des projets retenus.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Programme « À égalité pour décider »

En 2011, dans le cadre du programme « À égalité pour décider », 43 nouveaux projets ont été soumis (42 projets pluriannuels et un projet annuel) à la suite d'un appel de projets; 30 projets pluriannuels ont été retenus et recevront une subvention pour une période de trois ans (2011-2014). Les projets et le montant de leur subvention pour 2012-2013 sont présentés dans l'annexe 1.

Programme « Accords avec le Réseau et les Tables de concertation en matière de condition féminine pour le développement de partenariats en région »

Des ententes de service avec le Réseau des tables et les 17 Tables de concertation en matière de condition féminine dans le cadre du programme « Accords avec le Réseau et les Tables de concertation en matière de condition féminine pour le développement de partenariats en région » sont financés pour un montant de 20 000 \$ chacun en 2012-2013.

Programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »

- 21 ententes régionales avec les conférences régionales des élus et leurs partenaires sont financées en 2012-2013. La liste est jointe en annexe 2.
- Une entente avec le Groupe Femmes, Politique et Démocratie, et l'École nationale d'administration publique est financée à la hauteur de 300 000 \$ en 2012-2013.
- Six autres projets en lien avec le Plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 ont été financés. La liste de ces financements est présentée à l'annexe 2.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Projets retenus dans le cadre de la condition 2013-2014	
Résumé des données par région (30 projets)	
Nom de l'organisme	Sommes attribuées 2012-2013
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	33 600,00 \$
Centre femmes Catherine-Leblond	22 100,00 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale	41 400,00 \$
YWCA Québec	36 000,00 \$
Centre femmes aux Plurielles (et Centre des Femmes de Charlevoix)	36 000,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	32 640,00 \$
Femmes et politique municipale de l'Estrie	36 800,00 \$
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	35 760,00 \$
Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociales	32 640,00 \$
Y des femmes de Montréal	36 000,00 \$
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes	35 500,00 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales	32 560,00 \$
Comité de la condition féminine au Témiscamingue	29 880,00 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	36 000,00 \$
Comité condition féminine Baie-James	32 180,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	29 120,00 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	34 200,00 \$
Vision Femmes	32 560,00 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	35 460,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	30 610,00 \$
Réseau des femmes des Laurentides	36 000,00 \$
Réseau des élués municipales de la Montérégie-Est	36 000,00 \$
Centre de femmes du Haut-Richelieu	36 000,00 \$
Musée de la femme du Québec	21 570,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec	41 400,00 \$
Fondation Filles d'action	41 400,00 \$
Groupe Femmes, Politique et Démocratie	41 400,00 \$
Actions interculturelles de développement et d'éducation	34 940,00 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	28 440,00 \$
Fédération des agricultrices du Québec	11 840,00 \$

Programme de soutien à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes » Ententes avec les conférences régionales des élus et leurs partenaires	
Nom du demandeur	Aide financière attribuée 2012-2013
Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent	35 000 \$
Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean	54 000 \$
Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	59 000 \$
Conférence régionale des élus de la Mauricie	46 000 \$
Conférence régionale des élus de l'Estrie	33 000 \$
Conférence régionale des élus de Montréal	102 000 \$
Conférence régionale des élus de l'Outaouais	51 000 \$
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	40 000 \$
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	46 000 \$
Administration régionale Kativik	42 000 \$
Conférence régionale des élus de la Baie-James	42 000 \$
Administration régionale Crie	18 000 \$
Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	30 000 \$
Conférence régionale des élus de Chaudière-Appalaches	37 000 \$
Conférence régionale des élus de Laval	29 000 \$
Conférence régionale des élus de Lanaudière	40 000 \$
Conférence régionale des élus des Laurentides	52 000 \$
Conférence régionale des élus de Longueuil	29 000 \$
Conférence régionale des élus de la Montérégie-Est	48 000 \$
Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	38 000 \$
Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	29 000 \$

Autres organismes financés dans le cadre du programme Initiative de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »		
Nom de l'organisme	Orientation du plan d'action en égalité	Sommes attribuées
Fédération des femmes du Québec	s. o.	25 000,00 \$
Association féminine d'éducation et d'action sociale	Orientation 1	15 000,00 \$
Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes	Orientation 5	8 000,00 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Orientation 5	50 000,00 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Orientation 5	75 000,00 \$
YWCA de Montréal	Orientation 5	25 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 28

Titre :

Liste de tous les prix remis par le Secrétariat à la condition féminine en 2012-2013 : pour chacun, indiquer les récipiendaires, les critères de sélection et le budget alloué pour les événements reliés à la remise de ces prix.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Prix Égalité

Le Prix Égalité récompense des projets qui poursuivent l'objectif de l'égalité entre les femmes et les hommes, dans six catégories. Le Prix Égalité s'adresse aux organismes publics et parapublics (universités, commissions scolaires, agences de la santé), aux organismes communautaires, aux municipalités, aux conférences régionales des élus ainsi qu'aux entreprises privées et aux coopératives.

L'édition de 2013 a été lancée en octobre 2012. Pendant la période de mise en candidature, 46 projets ont été soumis en provenance de toutes les régions du Québec. Des comités de jurys s'affairent en janvier 2013 à déterminer les projets finalistes et lauréats dans chacune des six catégories. Les récipiendaires seront connus lors du gala, le 13 mars 2013.

Sélection des projets

Le Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat) forme chaque année six nouveaux comités de jurés, un pour chacune des catégories du concours. Ces comités sont composés de quatre à cinq personnes, dont une représentante ou un représentant du Secrétariat. Les jurées et jurés ont une expertise dans le domaine touché par la catégorie et proviennent de milieux divers. Pour chacune des catégories, les comités doivent choisir trois organisations finalistes et, parmi celles-ci, une gagnante.

Le choix s'effectue, en fonction des critères suivants :

- pertinence du projet par rapport aux objectifs du concours et de la catégorie visée;
- qualité du projet et des réalisations mises de l'avant, et cohérence de la stratégie d'action;
- impact du projet sur les plans local et régional ou national;
- crédibilité et mobilisation de l'organisation promotrice du projet.

Le prix « Coup de cœur » est déterminé parmi les 18 projets finalistes par un vote du public sur le site Internet www.prixegalite.gouv.qc.ca. Le vote se tiendra entre le 11 février et le 8 mars 2013.

Budget prévu pour le gala du Prix Égalité 2013

Le gala du Prix Égalité se tiendra le 13 mars 2013, à la salle Louis-Frédette du Grand théâtre de Québec.

Le budget alloué comprend l'organisation et la tenue du gala du Prix Égalité, qui inclut la conception et l'impression d'outils promotionnels liés aux finalistes et au gala, le remboursement de frais de déplacement d'organismes communautaires finalistes, toute la logistique, le repas ainsi que les trophées et les bourses.

Budget total de l'événement : 74 000 \$

Concours « L'égalité à l'œuvre »

Le concours « L'égalité à l'œuvre » est le fruit de la mesure 17 du Plan d'action en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*. Ce concours vise à marier l'art et la promotion de l'égalité. Il s'agit en fait de se donner de nouveaux moyens de mettre en scène les rapports égalitaires, d'utiliser de nouveaux véhicules pour faire réfléchir sur la question de l'égalité.

Jury

Afin de s'assurer de l'indépendance du concours et de son impartialité, un jury de trois personnes a été formé. Il se réunira le 17 janvier 2013 afin de déterminer les auteurs des trois scénarios finalistes qui recevront une bourse de 3 000 \$ chacun pour produire leur court métrage. Le jury est composé d'une présidente, qui est aussi la porte-parole du concours, d'un membre de la communauté artistique et d'une représentante du milieu de la condition féminine. Ainsi, le jury s'assure de l'équilibre entre la dimension artistique de l'œuvre et la promotion des comportements égalitaires.

Récipiendaires

Les trois auteurs, dont le scénario aura été retenu comme finaliste, seront annoncés sur la page Web du concours à la fin janvier 2013. Une fois les courts métrages produits, ils seront diffusés sur le Web et les jeunes de 9 à 13 ans seront invités à voter en ligne, au mois de mars, pour déterminer le grand gagnant.

Critères

Le choix des scénarios finalistes se fait en fonction des critères suivants :

- les critères artistiques formels, tels que la qualité de l'écriture et des dialogues, et l'originalité du sujet;
- les critères sensibles que sont le lien avec le public ciblé et la démarche artistique mature;
- les critères thématiques, comme la représentation de la thématique, l'originalité de la vision proposée et l'apport à la réflexion sur la question de l'égalité.

Budget alloué à l'événement de remise des prix du concours « L'égalité à l'œuvre »

Le budget comprend les dépenses liées à l'événement public pour la présentation des vidéos finalistes et du court métrage lauréat, qui devrait avoir lieu à Québec à la fin mars 2013.

Budget total de l'événement en lien avec le concours : 5 000 \$

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, le 11 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 29

Titre :

Liste de tous les événements organisés par le Secrétariat à la condition féminine en 2012-2013 et le budget alloué pour la tenue de chacun d'eux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Date	Événement	Coûts
4 avril 2012	Concours « L'égalité à l'œuvre » <ul style="list-style-type: none">• Vernissage et remise de prix	4224,24 \$
6 décembre 2012	Lancement du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale	0 \$

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, le 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 30

Titre :

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Secrétariat à la condition féminine. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir l'annexe.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

RP 30 - Annexe

Formations RP 30 - Annexe 2012					
Date de la formation	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu de la formation	Coût de la formation
2012-05-07	Association francophone pour le savoir	Le vieillissement démographique : de nombreux enjeux à déchiffrer	1	Montréal	189,30 \$
2012-05-10	Fédération des femmes du Québec	États généraux de l'action et de l'analyse féministe	1	Montréal	200,00 \$
2012-04-10 et 2012-04-11	Infoglobe	Formation TYPO3 Édimestre	1	Québec	1 050,00 \$
2012-06-05	Richard Thibeault Communucation	Formation Porte-parole	1	Québec	850,00 \$
2012-05-30	École nationale d'administration publique	Compétences stratégiques, politiques et relationnelles	1	Québec	240,00 \$
2012-11-09	Regroupement des CPE des régions de Québec et Chaudière-Appalaches inc.	Formation concernant les services de garde	1	Québec	300,00 \$
2012-06-19	Accent Formation	Méthode de révision et de correction de texte	2	Québec	678,60 \$
2012-11-21	AFI	Word : tableau et formulaire	6	Québec	380,75 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 31

Titre :

Nombre d'emplois à temps complet pour 2012-2013 et ceux prévus pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir la réponse de la fiche 15 des renseignements généraux.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 32

Titre :

Taux d'activité des femmes en 2011 et 2012

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le taux d'activité des femmes en 2012 est de 60,9 %.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 14 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 33

Titre :

Taux d'emploi des femmes en 2011 et 2012 pour le Québec, le Canada et les autres provinces

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Année 2012

Le taux d'emploi des femmes se présente comme suit pour le Québec, le Canada et les autres provinces en 2012.

Tableau 2
Taux d'emploi des femmes, Canada et provinces, année 2012

Canada et provinces	Taux d'emploi des femmes
Canada	57,9
Terre-Neuve-et-Labrador	51,2
Nouveau-Brunswick	54,5
Nouvelle-Écosse	56,2
Québec	56,7
Colombie-Britannique	57,4
Ontario	57,5
Île du Prince Édouard	58,5
Manitoba	59,9
Saskatchewan	60,2
Alberta	63,9

Source : Statistique Canada, Base de données Cansim, Tableau 282-002, Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé. Compilation du Secrétariat à la condition féminine.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 14 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 34

Titre :

L'écart salarial entre les femmes et les hommes en 2011 et en 2012

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2012

- En 2012, la rémunération horaire moyenne des femmes se fixe à 20,90 \$ contre 23,44 \$ pour les hommes.
- Il subsiste donc en 2012, un écart salarial de 10,8 % entre la rémunération horaire des femmes et des hommes.

Source : Secrétariat à la condition féminine, à partir des données de l'Institut de la statistique du Québec.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine, 14 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 35

Titre :

Nombre de femmes bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours en décembre 2012 versus le nombre d'hommes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de femmes et d'hommes bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours en octobre 2012 :

- Les femmes représentent 47,9 % de l'ensemble des 352 262 adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours en octobre 2012, soit 168 853 femmes contre 183 409 hommes.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 14 janvier 2013

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion, validée le 15 janvier 2013

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 36

Titre :

Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le budget le discrétionnaire de la Ministre depuis le 17 septembre 2012 ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé l'organisme.

a) Ministre

Les informations pour la période concernée sont jointes à la présente :

- Secrétariat à la condition féminine, 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012 22 750 \$

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine, 11 janvier 2013
COLLABORATION :
VALIDATION :

RP 36

**SUBVENTIONS DISCRETIONNAIRES ALLOUEES POUR LA
PERIODE DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012**

SECRÉTARIAT A LA CONDITION FEMININE

ORGANISME	DATE	MONTANT
Fondation Filles d'action 24, Mont-Royal Ouest, bur. 601 Montréal (Québec) H2T 2S2	2012-05-12	1 000,00 \$
Prom. des Estriennes pour initier une nouv. équité soc. [P.E.P.I.N.E.S.] 165, rue Moore Sherbrooke (Qué.bec) J1H 1B8	2012-06-06	500,00 \$
Réseau des femmes d'affaires du Québec inc. 474, rue Jean-Neveu Longueuil (Québec) J4G 1N8	2012-05-12	1 500,00 \$
Accès-Travail-Femmes inc. 2240, rue Monpetit, 3e étage Jonquière (Québec) G7X 6A3	2012-05-01	500,00 \$
Festival mondial de musique des Femmes d'ici et d'ailleurs 135-2600, rue Ontario Est, CP 88536 Montréal (Québec) H2K 2K0	2012-05-01	1 000,00 \$
Club Social Féminin de Gaspé inc., Le 1, rue des Fauvettes Gaspé (Québec) G4X 1X1	2012-05-01	250,00 \$
Fondation du Centre des Femmes de Montréal 3585, rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H2X 2N6	2012-05-01	1 000,00 \$
Fondation Jonction pour Elle case postale 506 Lévis (Qu.ébec) G6V 7E2	2012-05-01	500,00 \$
Maison Richelieu Hébergement Jeunesse Sainte-Foy inc. 2808, chemin des Quatre-Bourgeois Québec (Québec) G1V 1X7	2012-05-01	500,00 \$
Bouée régionale Lac-Mégantic inc., La C.P. 232 Lac-Mégantic (Québec) G6B 2S6	2012-05-01	500,00 \$
Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) 52, rue du Pont, Case postale 133 Bouchette (Québec) J0X 1E0	2012-05-12	2 000,00 \$
Femmes Autochtones du Québec inc. Case postale 1989 Business Complex River Road Kahnawake (Québec) J0L 1B0	2012-05-01	1 000,00 \$
Fondation du centre d'aide pour hommes de Lanaudière CAHO 688, boulevard Manseau Joliette (Québec) J6E 3E6	2012-05-01	1 000,00 \$
Org. de Comm. pour l'ouverture et le rapp. interculturel C.O.R. 1716, rue Le Royer Laval (Québec) H7M 2R7	2012-05-21	500,00 \$
Méridienne 1990, La CP 878 Weedon (Qué.bec) J0B 3J0	2012-05-21	500,00 \$
Refuge pour les Femmes de l'Ouest-de-l'Ile (West Island Women's Shelter) CP 217 Kirkland (Québec) H9H 0A3	2012-05-21	750,00 \$

SOURCE: SERVICE DE LA COMPTABILITÉ ET DES CONTRÔLES FINANCIERS

**SUBVENTIONS DISCRETIONNAIRES ALLOUÉES POUR LA
PÉRIODE DU 1^{er} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012**

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ORGANISME	DATE	MONTANT
Table concert. violence conjug. agress. caract. sexuel Laval inc. C.P. 27543, Succursale Pont-Viau Laval (Québec) H7G 4Y2	2012-05-21	500,00 \$
Havre des femmes, Le C.P. 2008 L'Islet (Québec) G0R 2B0	2012-06-06	250,00 \$
Groupe Cheikha inc. 1206, rue Albert-Lozeau Québec (Québec) G1T1H2	2012-05-12	250,00 \$
Femmessor-Montréal 533, rue Ontario Est, bureau 202 Montréal (Québec) H2L 1N8	2012-07-03	750,00 \$
Sensibilisation au Cancer du Sein Montréal [BCAM] 5890, avenue Monkland, bureau 201 Montréal (Québec) H4A 1G2	2012-07-03	500,00 \$
Le Flambeau d'entraide Urumuli 1061, Place de la Colombière, app. 1 Montréal (Québec) H2M 1B8	2012-07-10	400,00 \$
Alliance des femmes handicapées du Québec 7360, avenue de Gaspé, # 2 Montréal (Québec) H2R 1Z8	2012-10-15	600,00 \$
Fondation La rue des Femmes 1050, rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2Z 1L7	2012-10-23	1 500,00 \$
Histoires de gourmands 3-13933, rue Victoria Montréal (Québec) H1A 1N5	2012-10-23	1 000,00 \$
Centre Femmes aux Plurielles 62, rue de la Grève La Malbaie (Québec) G5A 2R3	2012-10-30	2 000,00 \$
Maison pour femmes immigrantes CP 9846 Québec (Québec) G1V 4C3	2012-11-05	500,00 \$
Maison secours aux femmes de Montréal inc. Case postale 22150, succursale Saint-Marc Montréal (Québec) H1Y 3K8	2012-11-05	500,00 \$
Simone Adam 1124, des Braves Québec (Québec) G1S 3C8	2012-11-07	500,00 \$
Laurence Dubé 1455, Maréchal-Foch Québec (Québec) G1S 2C5	2012-11-07	500,00 \$

TOTAL

22 750,00 \$

SOURCE: SERVICE DE LA COMPTABILITÉ ET DES CONTRÔLES FINANCIERS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP #37 - CSF

Titre :

Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a. Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents;
- b. Liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- d. Liste des participants à des colloques, des congrès et liste des participants, incluant les couts afférents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. **Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents :**
Madame Julie Miville-Dechêne a participé à 49 rencontres, pour un montant de 485,50 \$.
- b. **Liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre :**
Cette information est confidentielle, car il s'agit de renseignements personnels en vertu des articles 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
- c. **Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation :**

Frais de déplacements	703 \$
Frais de voyage (hors du Québec) avec adjointe exécutive	4 619 \$
Frais de repas	
CT réunion (autres que ceux inclus dans les frais de représentation)	0 \$
Frais de représentation	546 \$
- d. **Liste des participants à des colloques, des congrès et liste des participants, incluant les couts afférents :**

Colloques, congrès, conférences

Événement	Participant	Coût
Journée d'étude sur la discrimination systémique (10 avril)	Julie Miville-Dechêne	
Diffusion du film L'imposture (17 avril)	Julie Miville-Dechêne Isabelle Desbiens	
Lancement du DVD et présentation du film l'Imposture (18 avril)**	Julie Miville-Dechêne	
Gala Association des femmes en finance du Québec (19 avril)**	Julie Miville-Dechêne	
Événement bénéfice – Maison de Marthe (24 avril)	Julie Miville-Dechêne Françoise Gagnon	400 \$
Un C. A. à l'heure du thé (25 avril)**	Julie Miville-Dechêne Dominique D'Anjou	
Journée de réflexion sur les publicités sexistes (26 avril)	Julie Miville-Dechêne Nathalie Bissonnette	
Débat <i>Quel modèle de laïcité pour le Québec?</i> (26 avril)	Julie Miville-Dechêne	
Lancement du roman <i>Les champions de l'amour</i> (1 ^{er} mai)	Julie Miville-Dechêne	
Hommage à Madeleine Parent – Fondation Aubin (1 ^{er} mai)**	Julie Miville-Dechêne	

Colloques, congrès, conférences (suite)		
Événement	Participantes du CSF	Coût
Gala national <i>Chapeau les filles!</i> et <i>Excelle Science</i> (7 mai)	Julie Miville-Dechéne	
École Femmes et démocratie (11 mai)**	Julie Miville-Dechéne	
Lancement du film <i>Ces crimes sans honneur</i> (11 mai)	Julie Miville-Dechéne	
Annnonce historique concernant la fondation de Montréal (17 mai)	Julie Miville-Dechéne	
Féminisme et changement social (22 mai)	Julie Miville-Dechéne	
Gala-bénéfice Femmes de mérite (24 mai)**	Julie Miville-Dechéne	
Lancement de l'Avis sur la prostitution (31 mai)**	Julie Miville-Dechéne Isabelle Desbiens Françoise Gagnon Nathalie Savard	
Association des femmes journalistes (3 juin)	Julie Miville-Dechéne	
Espace féminin arabe – Ces crimes sans honneur (10 juin)**	Julie Miville-Dechéne	
Forum de la francophonie (5 juillet)	Julie Miville-Dechéne Isabelle Desbiens	
Visite d'une maison d'hébergement pour victimes de violence conjugale (6 juillet)	Julie Miville-Dechéne Catherine Bourgault	
Panel d'ouverture du congrès de l'Aféas (17 août)**	Julie Miville-Dechéne Marie-Andrée Lefebvre	29\$
Soirée-bénéfice <i>Femmes de mérite</i> (24 septembre)	Julie Miville-Dechéne	
Éducaloi (2 octobre)	Julie Miville-Dechéne	
Coalition canadienne des Conseil	Julie Miville-Dechéne	
Rencontre annuelle (15 octobre)**	Marie-Andrée Lefebvre	
Réseau ministériel des responsables des responsables de l'égalité entre les femmes et les hommes (17 octobre)**	Julie Miville-Dechéne Marie-Andrée Lefebvre	
Assemblée générale annuelle de la Fédération des agricultrices du Québec (19 octobre)**	Julie Miville-Dechéne Marie-Andrée Lefebvre Élisabeth Massicolli	43 \$
Événement traite de personne (23 octobre)**	Julie Miville-Dechéne Marie-Andrée Lefebvre	
Mariages arrangés et/ou forcés (25 octobre)	Julie Miville-Dechéne Isabelle Desbiens	
Séminaire gestion éthique (8 novembre)	Julie Miville-Dechéne	
Colloque Femmes et gouvernance (9 novembre)	Julie Miville-Dechéne	
Coalition prostitution (10 novembre)	Julie Miville-Dechéne	24 \$
Journée philosophie – La Traversée (15 novembre)	Julie Miville-Dechéne Élisabeth Massicolli	
Les Amies d'affaires (16 novembre)	Julie Miville-Dechéne	
Centre de santé des femmes (26 novembre)	Julie Miville-Dechéne	
Congrès sur les mines (28 novembre)	Julie Miville-Dechéne Marie-Andrée Lefebvre	

**Invitation à prononcer une allocution.

SOURCE : Bureau de la présidente, 10 janvier 2013
COLLABORATION : Services administratifs
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP #38- CSF

Titre :

Liste des effectifs du CSF ventilés par région pour 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	Hors cadre et cadres	Professionnels	Techniciens	Employés de bureau	Total
Québec	5	13	13	4	35
Montréal		4		1	5
Chicoutimi		3		2	5
Rouyn- Noranda		2			2
Total	5	22	13	7	47

2013-2014 :

Les prévisions pour 2013-2014 sont les mêmes que pour 2012-2013.

SOURCE : Services administratifs, 14 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION: Présidente, 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP #39 - CSF

Titre :

Copie de tous les mandats donnés au CSF pour 2012-2013

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2012-2013, le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun mandat de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun mandat de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la condition féminine en date du 30 novembre 2012.

Le CSF poursuit ses mandats reçus en 2011-2012 : avis sur les femmes dans les métiers de la construction et avis sur les violences liées à l'honneur.

SOURCE : Secrétariat général, 7 janvier 2013
COLLABORATION : Direction de la recherche et de l'analyse
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP #40 - CSF

Titre :

Copie de tous les avis et mémoires produits ou publiés par le Conseil du statut de la femme pour l'année 2012-2013 ainsi que les coûts reliés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année financière 2012-2013, 6* nouveaux avis ou mémoires, 1 document d'information et 1 document administratif ont été produits, pour un total de 6650 exemplaires. Ils sont énumérés dans la liste des publications qui suit et identifiés selon le type de production, le titre du document, le nombre de pages, le tirage ainsi que les coûts relatifs à leur production, leur impression.

*Il faut considérer le fait que la période la plus prolifique au Conseil en ce qui a trait à l'édition de documents est celle de janvier à mars. Particulièrement en 2013, alors que plusieurs documents, actuellement en élaboration, seront édités dans la foulée des activités du 40^e anniversaire de l'organisme, et pour souligner la Journée internationale des femmes le 8 mars.

MÉMOIRES ET AVIS

Mémoire sur le projet de loi no 60, Loi visant principalement la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail et son application aux domestiques

Mémoire, 27 pages (Publication électronique)

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Les femmes et le Plan Nord : pour un développement nordique égalitaire

(version française)

Avis, 74 pages

Tirage 500 copies et 80 réimpressions

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : Hélène Dumais (1 155 \$)

Impression : Héon et Nadeau (1136,80 \$) et Copie de la Capitale (240 \$)

Les femmes et le Plan Nord : pour un développement nordique égalitaire

(version anglaise)

Avis, 72 pages

Tirage : 180 copies

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : Rod Willmot (4 521,40 \$)

Impression : CopieXpress (504,30 \$)

La prostitution : il est temps d'agir

Avis, 157 pages

Tirage : 1400 copies

Conception graphique, recherche, rédaction, révision et diffusion : CSF

Révision linguistique : France Galarneau (1 800 \$)

Impression : Héon & Nadeau (4930,10 \$)

Résumé de l'avis La prostitution : il est temps d'agir (version française)

Résumé, 26 pages

Tirage : 4000 copies

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : France Galarneau (180 \$)

Impression : K2 Impression, Coût impression (3615 \$ pour les versions française et anglaise)

Résumé de l'avis La prostitution : il est temps d'agir (version anglaise)

Résumé, 26 pages

Tirage : 250 copies

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : Anglocom (1 550,08 \$)

Impression : K2 Impression

ÉTUDES ET PORTRAITS STATISTIQUES

Aucune étude ni portrait statistique n'a été réalisé pendant cette période.

DOCUMENTS D'INFORMATION

Réflexion sur l'itinérance des femmes en difficulté : un aperçu de la situation

30 pages, publication électronique

Conception graphique, recherche, rédaction, révision et diffusion : CSF

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Rapport annuel de gestion 2011-2012

Rapport annuel, 54 pages

Tirage 240 copies

Conception graphique, recherche et rédaction : CSF

Révision linguistique : Bla bla rédaction (460 \$)

Impression : CopieXpress, (783,37\$)

SOURCE :

**Direction des communications du ministère de la Culture et des
Communications, 10 janvier 2013**

VALIDATION :

Présidente, 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP #41-CSF

Titre :

Liste de tous les comités sur lesquels siège le CSF et les frais encourus.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au plan national, le Conseil siège sur :

- Comité directeur de la BDSO (Banque de données des statistiques officielles sur le Québec);
- Table Femmes et politique municipale du MAMROT;
- Comité monument Hommage aux femmes – 70^e anniversaire du droit de vote des femmes.

Au plan régional, le Conseil siège aux conférences administratives régionales (CAR). Il a aussi participé aux comités suivants en 2011-2012 :

Bas-Saint-Laurent

- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Comité de concertation Égalité;
- Comité aviseur sur les conditions de vie des femmes auprès de l'ASSS.

Saguenay- Lac-Saint-Jean

- Comité interministériel en matière d'égalité de la CAR;
- Comité directeur d'Engagement jeunesse;
- Sous-comité de l'entente en matière de condition féminine;
- Commission sectorielle en condition féminine de la CRÉ;
- Comité de gestion et de suivi de l'entente spécifique en matière de condition féminine.

Côte-Nord

- Comité d'analyse et de suivi de l'entente sur l'égalité entre les femmes et les hommes;
- Commission femmes de la CRÉ.

Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

- Groupe-conseil en condition féminine;
- Comité-conseil du réseau des partenaires en développement des collectivités.

Capitale nationale

- Comité Femmes et développement du Regroupement des groupes de femmes 03;
- Table de concertation en condition féminine de la CRÉ;
- Table pour la sécurité économique des femmes de la région de Portneuf;
- Comité de gestion pour la qualité de vie des femmes de la Capitale-Nationale.

Mauricie

- Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- Comité Santé des femmes de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en matière d'égalité.

Estrie

- Comité d'orientation sur la conciliation famille-études-travail de la CRÉ;
- Table de concertation Action femme de l'Estrie;
- Comité égalité de l'Estrie;
- Comité de suivi pour la sécurité économique des femmes.

Chaudières-Appalaches

- Comité du Réseau des femmes (12) sur la promotion des modèles égalitaires dans le milieu scolaire;
- Comité porteur du Réseau des femmes (12) sur femmes et pouvoir;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en matière d'égalité de la CRÉ;
- Commission régional sur le développement social.

Centre-du-Québec

- Comité Femmes et pouvoir de la Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec (TCMFCDQ);
- Comité Femmes et emploi de la TCMFCDQ;
- Comité Femmes et santé de la TCMFCDQ;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Table régionale du mouvement des femmes du Centre-du-Québec;
- Comité de la Table des femmes (17) sur le décrochage scolaire.

Outaouais

- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité de la CRÉ;
- Table régionale de concertation sur la violence conjugale;
- Comité égalité des signataires de la Déclaration régionale de principes en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en Outaouais.

Abitibi-Témiscamingue

- Comité de développement socio-économique du Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Table CRÉ des partenaires gouvernementaux en condition féminine;
- Table de concertation régionale en matière de violence faite aux femmes.

Nord-du-Québec

- Comité d'implantation d'une politique régionale de l'égalité (CRÉ Jamésie);
- Comité régional de suivi du projet de planification communautaire visant à améliorer la sécurité économique des femmes en Jamésie;

Montréal

- Comité Femmes de la CRÉ de Montréal;
- Comité Itinérance de la Table des groupes de femmes de Montréal;
- Comité Pirates (Femmes) de Femmes du Monde à Côte-des-Neiges;
- Concertation montréalaise pour l'accès et le maintien des femmes dans les emplois majoritairement masculins.

Laval

- Table de concertation pour l'emploi de femmes dans les milieux non traditionnels;
- Table de concertation de Laval en condition féminine.

Lanaudière

- Comité de gestion de l'entente spécifique en matière d'égalité;
- Comité santé de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière.

Laurentides

- Conseil de développement social des Laurentides;
- Comité Femmes et développement local et régional du Réseau des femmes des Laurentides;
- Comité de suivi de l'entente spécifique en matière d'égalité.

Montérégie

- Comité Développement social, Égalité et Cohésion de la CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent;
- Comité Femmes, Égalité et Mouvement de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil;
- Comité Femmes et développement régional de la CRÉ de la Montérégie Est;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie;
- Réseau montréalais des organismes non traditionnels.

SOURCE : Direction des bureaux régionaux, 7 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Présidente, 10 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP #42 - CSF

Titre :

Sommes accordées pour la publication et la diffusion de la *Gazette des femmes* en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Bilan du nombre d'abonnés, des revenus d'abonnement et de publicité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Budget 2012-2013 : 100 000 \$

(Excluant une somme de 737,08 \$ correspondant aux redevances de droits d'auteur versées par la Société de développement multimédia (SDM). Ces redevances proviennent de la consultation d'articles recensés dans la banque de données REPÈRES et ont été versées aux Publications du Québec pour la réalisation d'un projet d'édition avec la *Gazette des femmes* en 2012-2013. Publication prévue pour février 2013. Ce projet consiste à publier, en collaboration avec les Publications du Québec, un numéro papier constitué d'articles qui ont été particulièrement appréciés du lectorat de la *Gazette des femmes* durant la dernière année, soit sa première année de publication en ligne au www.gazettedesfemmes.ca, en plus de reportages coup de cœur de l'équipe et de trois textes inédits. En plus de souligner le 40^e anniversaire du Conseil, ce numéro hors série a aussi pour objectif d'offrir aux lectrices de la *Gazette des femmes* qui ont été fidèles durant de nombreuses années l'occasion de parcourir les articles qu'elles n'ont peut-être pas lus sur le webzine et, nous l'espérons, de les inciter à visiter la *Gazette des femmes* en ligne. Cette publication spéciale sera imprimée en 1 500 exemplaires et vendue dans les librairies au coût de 14,95 \$.)

Répartition du budget de la *Gazette des femmes* 2012-2013

Détails des coûts de production	
Impression	0 \$
Gestionnaire d'abonnements	0 \$
Production (rédaction - visuel - révision)	43 176,22 \$
Graphisme	0 \$
Coûts postaux	0 \$
Autres	
Série D'elles à nous – 3 capsules vidéo *	
- Production	5 200,00 \$
- Numérisation de document pour appui visuel	83,44 \$
- Réservation de salles	205,00 \$
- Participantes (comédiennes ou journaliste)	2 575,00 \$
Total partiel	8 063,44 \$
TOTAL	50 239,66 \$

Les prévisions du budget 2013-2014 ne sont pas disponibles.

Bilan du nombre d'abonnés

	Avril 2011	Novembre 2011	Mars 2012	Novembre 2012
Abonnés version papier	2 500*	1 400**	S.O.	S.O.
Abonnés version électronique (Transmise par Infolettre)	5 034	5498	5 686	6025

* Au moment de la distribution du numéro mai-juin 2011, le nombre d'abonnés se chiffrait à 2 200.

** Dans le contexte de la fin de l'édition imprimée, le Conseil a décidé d'offrir gracieusement le dernier numéro papier à tous les abonnés dont l'abonnement avait pris fin en cours d'année 2011. Le nombre d'abonnés ayant reçu ce numéro s'élève donc à 3 125.

À l'automne 2008, le Conseil du statut de la femme a mené une réflexion sur les dimensions budgétaires et marketing du magazine. Depuis cette date, le nombre d'abonnés a décliné jusqu'à la diffusion du dernier numéro imprimé en novembre 2011. Depuis, la revue est publiée exclusivement en format webzine.

En chiffres

Entre le 1^{er} avril 2012 et le 31 décembre 2012, le nombre d'abonnés à l'infolettre de la *Gazette des femmes* est passé de **5 034** membres à **5 686** membres, soit une augmentation de **652** abonnées. Du 1^{er} avril 2012 au 31 décembre 2012, le webzine a reçu la visite de **33 247 internautes**, une moyenne de **8 312 visites mensuellement**.

La mise en œuvre, dès juillet 2011, d'une stratégie de communication, adaptée aux réseaux sociaux et élaborée sur mesure pour la publication, a permis à la *Gazette des femmes* de cumuler, au 30 novembre 2012, **1 600** sympathisants **Facebook** et **1 500** abonnés à son compte **Twitter**.

Une nouvelle ère est commencée : celle d'une *Gazette des femmes* entièrement diffusée sur le Web et dont les messages liés à l'atteinte de l'égalité des sexes et aux conditions de vie des femmes sont relayés aussi via les réseaux sociaux.

*Au 30 novembre 2012, les trois capsules vidéo *D'elles à nous* ont été vues par plus de **2 240 internautes**. Amorcée en début d'année 2012 et diffusée dans le webzine *Gazette des femmes*, ainsi que sur le site Internet du Conseil du statut de la femme, ces capsules vidéo ont pour but de rappeler aux jeunes femmes l'histoire des Québécoises. Car ce qui apparaît aujourd'hui aux jeunes femmes comme des droits qui ont toujours existé est en fait le fruit de luttes de citoyennes engagées. Le concept? Un entretien de quelques minutes entre une citoyenne engagée, qui a contribué à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes, et une jeune femme connue du grand public. L'une vient témoigner d'une partie de l'histoire des femmes tandis que l'autre offre une occasion de résonance et d'identification chez les femmes des plus jeunes générations. Ces conversations intergénérationnelles ont porté sur l'accès aux congés de maternité et parentaux, la lutte menée contre les publicités sexistes et la planification des naissances.

SOURCE : Direction des communications du ministère de la Culture et des Communications, 10 janvier 2013

VALIDATION : Présidente, 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP #43 - CSF

Titre :

 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)				
Nom de la firme	Formation	Lieu	Coût	Participant
Multihexa	Excel 2007 – Module 4 Liste de données	Chicoutimi	149 \$	1
CIAO Technologies	Formation Indesign	Québec	3 000 \$	1
Synesis-Versalys	Office 2007 - Transition	Québec	110 \$	1
Synesis-Versalys	PowerPoint 2010	Montréal	110 \$	1
RT COMM	Formation médias	Québec	756, 50 \$	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Fonctionnalités du module Périodiques (Bibliothèques gouvernementales)	Québec	500 \$	1
CARRA (Cégep Marie-Victorin)	Session de préparation à la retraite	Outaouais	262,50 \$	1
Solution Novaxis	Formation Cit@tion	Québec	189 \$	1
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	Conflits au travail : prévention et résolution	Québec	245 \$	1
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	Gestion de la réintégration au travail	Québec	245 \$	1
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	La technique de conciliation/médiation	Québec	450 \$	1
Centre québécois du leadership (ENAP)	Planification et gestion stratégique	Québec	425 \$	1
Réseau Québécois de Villes et Villages en santé	Colloque : Plein feux sur 25 ans d'action dans un monde municipal en transformation	Rouyn- Noranda	100 \$	1

Nom de la firme	Formation	Lieu	Coût	Participant
Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador	Forum Plan Nord 2012	Québec	160,00\$	1
Université Laval	Université féministe d'été	Québec	975 \$	3
Total			7 557,50 \$	

SOURCE : Services administratifs, 14 janvier 2013
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION: Présidente, 14 janvier 2013